



POLINDEX 2023

Chaire de recherche en études parlementaires

*Note de recherche II –
Novembre 2023*

POLINDEX 2023- NOTE de recherche II

L'état de la qualité de la démocratie au Grand-Duché de Luxembourg

Auteurs :

Pr. Dr. Philippe POIRIER

Titulaire de la Chaire de recherche en études parlementaires-Université du Luxembourg

Dr Agnes DARABOS

Chercheuse auprès de la Chaire de recherche en études parlementaires-
Université du Luxembourg

La présente note ne reflète pas les points de vue de la Chambre des Députés du Luxembourg et de ses membres.

Toutes interprétations et opinions exprimées sont celles des auteurs, à savoir le titulaire de la Chaire, Pr. Dr. Philippe Poirier et les chercheurs permanents et associés à celle-ci, tous engagés à l'Université du Luxembourg.

L'Université du Luxembourg, le titulaire de la Chaire de recherche en études parlementaires et les chercheurs associés à celle-ci, en vertu de l'article 19 sur la Liberté académique de la Loi ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg, votée le 13 juin 2018, procèdent à la diffusion et à la reproduction des connaissances et des résultats obtenus dans le cadre de travaux dans des ouvrages universitaires, des revues scientifiques et des notes de recherche.

L'Université du Luxembourg, le titulaire de la Chaire de recherche en études parlementaires et les chercheurs associés à celle-ci sont soumis au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

L'étude POLINDEX 2023, en date du 29 juin 2023, a fait l'objet d'une déclaration auprès de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA) en vertu de la Loi du 14 décembre 2015 relative aux sondages d'opinion politique.

Table des matières

LE CONTEXTE DE L'ETUDE.....	- 4 -
INTRODUCTION	- 8 -
LA QUALITE DE LA DEMOCRATIE	- 8 -
L'ETAT DE LA QUALITE DE LA DEMOCRATIE AU LUXEMBOURG EN 2023.....	- 9 -
I FORMULATION DE L'OPINION PUBLIQUE ET INTERET POUR LA POLITIQUE.....	- 9 -
II SATISFACTION A L'EGARD DU FONCTIONNEMENT DE LA DEMOCRATIE AU LUXEMBOURG	- 12 -
III LE NIVEAU D'INTERET POUR LA POLITIQUE	- 15 -
IV CONFIANCE DU PUBLIC DANS LE GOUVERNEMENT EN TANT QU'INSTITUTION.....	- 21 -
V LA CONFIANCE DU PUBLIC DANS LA CHAMBRE DES DEPUTES	- 26 -
VI CONFIANCE DU PUBLIC DANS LES PARTIS POLITIQUES NATIONAUX.....	- 30 -
VII PERCEPTIONS DU PUBLIC CONCERNANT LA DEMOCRATIE DANS L'UE	- 31 -
VIII LE CONCEPT PUBLIC DE CITOYENNETE	- 33 -
IX PERCEPTION DE LA REPRESENTATION PAR LE PUBLIC	- 38 -
X OPINION PUBLIQUE SUR LA PARTICIPATION DES RESIDENTS ETRANGERS ET LEUR INCLUSION DANS LA VIE POLITIQUE DU GRAND-DUCHE	- 42 -
REMARQUES FINALES	- 44 -

Le contexte de l'étude

L'Observatoire du Politique (POLINDEX) est une étude sociopolitique réalisée par la [Chaire de recherche en études parlementaires](#) de l'Université du Luxembourg, à la demande de la [Chambre des Députés du Luxembourg](#). Son objectif est d'établir l'état politique et social du Luxembourg, sur la base d'une enquête annuelle réalisée par la société [ILRES S.A.](#), dans une perspective comparative avec d'autres démocraties européennes (Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni).

POLINDEX vise à rendre compte, sur une base annuelle, non partisane et scientifique, des transformations possibles des valeurs individuelles et collectives (et de leurs conséquences en termes de cohésion sociale et de légitimité politique) des citoyens luxembourgeois et des résidents étrangers au Grand-Duché de Luxembourg. L'objectif est d'obtenir des résultats de recherche sur les rapports à la démocratie, aux institutions et aux organisations de la société civile, et de constituer une base de données socioculturelles, socio-économiques et sociopolitiques sur les déterminants du vote, des comportements politiques et des représentations sociales, afin d'améliorer la prise de décision au Luxembourg et en Europe.

Le questionnaire en allemand, anglais, français et luxembourgeois est téléchargeable [POLINDEX 2023- Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel \(ALIA\)](#)

Cadre théorique

Le questionnaire a été construit selon trois modèles théoriques fondamentaux en sociologie politique : a) L'étude des clivages selon le modèle du politologue américain Seymour M. LIPSET et du politologue norvégien Stein ROKKAN¹ ; b) L'individuation selon le modèle du psychologue analytique suisse Carl Gustav JUNG² ; c) La relation matérialiste/post-matérialiste selon le modèle du sociologue américain Ronald INGLEHART³.

Plus précisément, des clivages sur les valeurs de différente nature diviseraient les sociétés occidentales et auraient fondé les systèmes politiques des démocraties européennes. Des clivages s'articuleraient sur le rapport du politique à la religion et son corollaire, la laïcité ; sur le rapport d'un « Centre » culturel, décisionnel et économique » à ses « périphéries » sur une base à la fois sociale et territoriale ; sur le rapport du travail à la propriété et aux conditions de la production ; sur le rapport de l'urbanité et de ses sociétés industrielles, de services et de consommation à la ruralité et ses pratiques et ses représentations sociales sur la communauté, sur la production et la nature.

¹ LIPSET, Seymour Martin et ROKKAN, Stein (ed.). *Party systems and voter alignments: Cross-national perspectives*. New York: Free Press, 1967.

² JUNG, Carl G. *Man and his symbols*. Bantam, 2012.

³ INGLEHART, Ronald. *The silent revolution: Changing values and political styles among Western publics*. Princeton University Press, 2015.

Qui plus est avec le développement économique, des individus accorderaient moins d'importance à la sécurité matérielle et adopteraient progressivement des valeurs qui mettent l'accent sur le sentiment d'appartenance, l'autonomie individuelle et l'expression de soi. Ces valeurs dites « post-matérialistes » se diffuseraient avec le renouvellement des générations, en partant du principe que la structure de base de la personnalité tend à se cristalliser dans la jeunesse et à peu évoluer par la suite. Les individus nés et vivant dans une société d'abondance adhèreraient aux valeurs « post-matérialistes » et finiraient par cohabiter avec des générations souvent plus âgées, animées quant à elles de valeurs dites « matérialistes », c'est-à-dire exprimant leur soutien de manière plus importante à la croissance économique, aux politiques publiques de l'Etat-providence et aux principes d'autorité. Avec la généralisation du développement économique, les valeurs « post-matérialistes », et avec elles les valeurs démocratiques qui leur sont associées (puisque le besoin d'expression et l'autonomie individuelle sont antinomiques de l'autoritarisme politique), devraient se répandre dans les sociétés occidentales.

In fine, l'autonomie du sujet caractérisant la société démo-libérale engendrerait par la suite l'individuation, c'est-à-dire le processus où la personne se considère en soi comme un monde. Ses actions et ses référents sont à la fois objet de sa volonté et de sa capacité à vivre selon la force de son imaginaire. Bien plus, ses comportements et ses envies ne peuvent plus avoir de limites posées par des principes normatifs et/ou législatifs assumés collectivement et/ou la puissance publique. Le récit commun en politique et dans tous les autres domaines, serait remplacé par le récit à soi, le consumérisme et l'« égocratie », d'autant plus facilité par les nouvelles technologies et l'intelligence artificielle.

Opérationnalisation

D'un point de vue opérationnel, le *MyPanel* ILRES est la base de l'enquête POLINDEX. Il compte actuellement 17.000 membres. Reconnu au niveau national et international, sa taille et la pénétration de l'Internet au Luxembourg permettent de réaliser des enquêtes représentatives de la population résidente à l'aide du système CAWI (*Computer Assisted Web Interview*). Les variables de profil utilisées pour la constitution de l'échantillon initial sont l'âge, le sexe, la région de résidence, la nationalité et l'activité professionnelle (oui vs. non). La répartition des résidents selon ces variables se fait conformément aux statistiques officielles du STATEC (Institut national de la statistique et des études économiques du Grand-Duché de Luxembourg) chaque année. Les 1.500 personnes interrogées (1.000 Luxembourgeois et 500 étrangers), rémunérées entre 10 et 15 euros, répondent à un questionnaire d'une durée de 30 à 40 minutes, comprenant 80 questions au choix en allemand, anglais, français et luxembourgeois.

Méthodologie	Echantillon	Période
Les entretiens ont été réalisés en ligne via le MyPanel de l'ILRES	Un échantillon de 1058 électeurs et de 500 résidents étrangers a été constitué	Du 6 au 20 juin 2023

PONDÉRATION	Luxembourgeois	Étrangers
Homme	48.83%	51.49%
Femme	51.17%	48.51%
18-24	12.66%	6.71%
25-34	17.16%	21.94%
35-44	14.48%	24.17%
45-54	14.64%	20.93%
55-64	16.79%	14.41%
65+	24.27%	11.83%
Lux-ville	11.15%	30.01%
Reste du centre	15.70%	15.21%
Sud	39.28%	33.79%
Nord	19.70%	12.13%
Est	14.16%	8.87%

Les échantillons ont été pondérés séparément sur la base des statistiques reçues en avril 2023 du STATEC. La durée médiane du questionnaire était de 44 minutes.

ÉCHANTILLON OBTENU	Luxembourgeois	Étrangers
Homme	49.1%	51.2%
Femme	50.9%	48.8%
18-24	12.3%	2.0%
25-34	17.0%	11.0%
35-44	14.7%	21.0%
45-54	15.7%	28.6%
55-64	17.8%	20.8%
65+	22.5%	16.6%
Lux-ville	11.2%	22.8%
Reste du centre	28.2%	15.4%
Sud	40.1%	35.2%
Nord	19.4%	14.8%
Est	12.4%	11.8%

Nombre d'invitations envoyées : 5975.

Nombre de personnes ayant cliqué sur le lien : 2337 (67% ont répondu à l'enquête, 16% l'ont interrompue et 17% ont été éliminées).

Liste des formations politiques

- Parti Communiste du Luxembourg (PCL-KPL)
- La Gauche (Déi Lénk)
- Les Verts (Déi Gréng)
- Parti ouvrier socialiste luxembourgeois (POSL-LSAP)
- Parti démocratique (PD-DP)
- Volt (VOLT Lëtzebuerg)
- Parti chrétien social (PCS- CSV)
- Focus (Fokus)
- Parti réformateur démocrate (ADR)
- Liberté (Fräiheet)
- Les Conservateurs (Déi Konservativ)
- Parti pirate du Luxembourg (PPL- Piraten)

Note de lecture

Bien que POLINDEX traite à la fois des citoyens luxembourgeois et des concitoyens étrangers résidant au Luxembourg, cette note de recherche ne traite que du corps politique qui votera lors des élections du 8 octobre 2023.

Les résultats des électors de Fokus, Volt, du Parti communiste luxembourgeois ou d'autres formations politiques, bien qu'ils existent, ne sont pas mentionnés dans cette première note de recherche, car ils ne sont jamais statistiquement représentatifs.

Lorsqu'on parle de « vote principal » ou de l'« électorat partisan », c'est lorsque les électeurs indiquent qu'ils voteraient pour l'ensemble de la liste présentée par un parti et/ou un mouvement politique, ou qu'ils n'accorderaient leurs voix préférentielles qu'à des candidats à une seule liste. Cela concerne 69% de l'électorat luxembourgeois.

Introduction

La qualité de la démocratie

Dans leur modèle théorique, Larry Diamond et Leonardo Morlino expliquent que la qualité d'une démocratie est évaluée au regard des facteurs (et de leurs fonctionnements) qui constituent un système démocratique. Lesdits auteurs distinguent huit facteurs constitutifs de la qualité de la démocratie⁴, qu'ils classent suivant des dimensions procédurales et subjectives.

PROCÉDURE	NORME	Lier les dimensions procédurales et subjectives
État de droit	les libertés civiles et politiques	réactivité
participation		
concurrence	l'égalité politique (et économique et sociale)	
responsabilité horizontale		
responsabilité verticale		

Outre les huit dimensions classiques de la qualité de la démocratie, des chercheurs tels que Fuchs et Roller (2018) discutent de la **qualité démocratique subjective**, soutenant que la perspective citoyenne de la démocratie doit être prise en compte lors de l'analyse de la qualité de la démocratie, car les citoyens sont "**le souverain ultime de la démocratie**"⁵. Pour l'analyse de la qualité subjective de la démocratie, Fuchs et Roller se concentrent sur l'attitude des citoyens à l'égard de la démocratie, c'est-à-dire le soutien des citoyens à la démocratie en tant que forme de gouvernement en général. En outre, Mayne et Geissel affirment que "**le niveau global de qualité démocratique d'un pays ne peut être considéré comme élevé que lorsqu'il existe une étroite adéquation entre les institutions démocratiques et les dispositions des citoyens à insuffler de la vie à ces institutions**".⁶ Ils concluent que les **institutions et les citoyens s'influencent mutuellement**.

En outre, la qualité subjective de la démocratie est étroitement liée au fonctionnement de la société civile. Les caractéristiques de cette dernière, c'est-à-dire la **qualité de la culture**

⁴ Diamond, L., & Morlino, L. (Eds.). (2005). *Assessing the quality of democracy*. JHU Press. pp. 9-31.

⁵ Fuchs, D. ; Roller, E. (2018) : Fuchs, D., & Roller, E. (2018). Conceptualizing and measuring the quality of democracy: the citizens' perspective. *Politics and Governance*, 6(1), 22-32.

⁶ Mayne, Q., & Geissel, B. (2016). Putting the demos back into the concept of democratic quality. *International Political Science Review*, 37(5), 634-644.

démocratique, éclairent la relation entre la culture politique et la qualité démocratique. Un fonctionnement démocratique de qualité exige une société civile florissante, selon la terminologie d'Almond et Verba, une "culture civique" qui favorise la participation des citoyens et nécessite l'enracinement des valeurs démocratiques. La qualité de la société civile est donc un pilier de la qualité démocratique.⁷

Ce rapport analytique examine cinq aspects de l'étude Polindex 2023 afin d'améliorer notre compréhension de l'état de **la qualité de la démocratie au Luxembourg** et des défis qui y sont associés. Ces aspects sont : 1) les modes de formulation de l'opinion publique et le niveau d'intérêt pour la politique ; 2) la confiance du public dans le fonctionnement de la démocratie aux niveaux national et européen et dans les institutions démocratiques et les partis politiques nationaux ; 3) les concepts de citoyenneté, 4) les concepts de représentation, et 5) les opinions sur la participation des résidents étrangers et leur inclusion dans la vie politique du Grand-Duché.

La composition unique de la société luxembourgeoise nécessite une comparaison entre les perceptions des citoyens et des résidents étrangers.

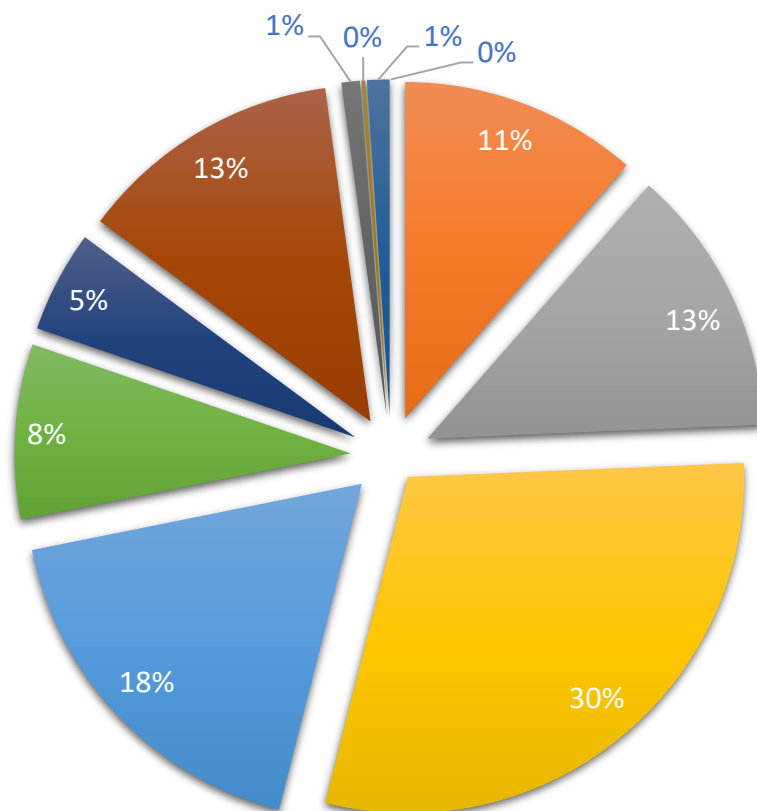
L'état de la qualité de la démocratie au Luxembourg en 2023

I Formulation de l'opinion publique et intérêt pour la politique

Les deux graphiques ci-dessous s'intéressent aux principales sources d'informations politiques dans les cohortes de citoyens et des résidents étrangers. Les deux cohortes présentent à la fois des points communs et des différences. Dans les deux groupes, les articles de journaux papiers et/ou en ligne constituent la source d'information la plus importante. Cependant, alors que les sites web tels que wort.lu ou rtl.lu occupent la deuxième place parmi les citoyens, la deuxième source la plus utilisée par les étrangers sont les programmes politiques télévisés, suivis par les sites Internet susmentionnés. Les émissions de radio et les discussions politiques avec les membres de la famille et les amis jouent également un rôle clé dans la collecte d'informations de nature politique dans les deux cohortes.

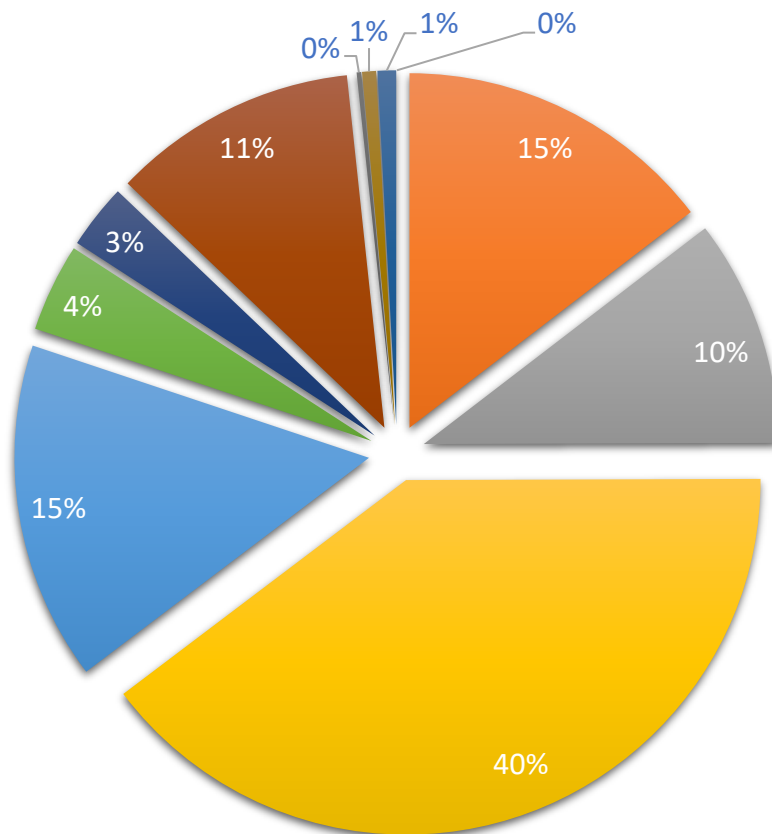
⁷ Darabos, A. (2023) : The Quality of Democracy Embedded into Political Culture - A Comparative Study of Luxembourg, Hungary, and the United Kingdom (La qualité de la démocratie intégrée à la culture politique - une étude comparative du Luxembourg, de la Hongrie et du Royaume-Uni). Thèse de doctorat ; Université du Luxembourg, Luxembourg

Sources d'information les plus importantes (citoyens)



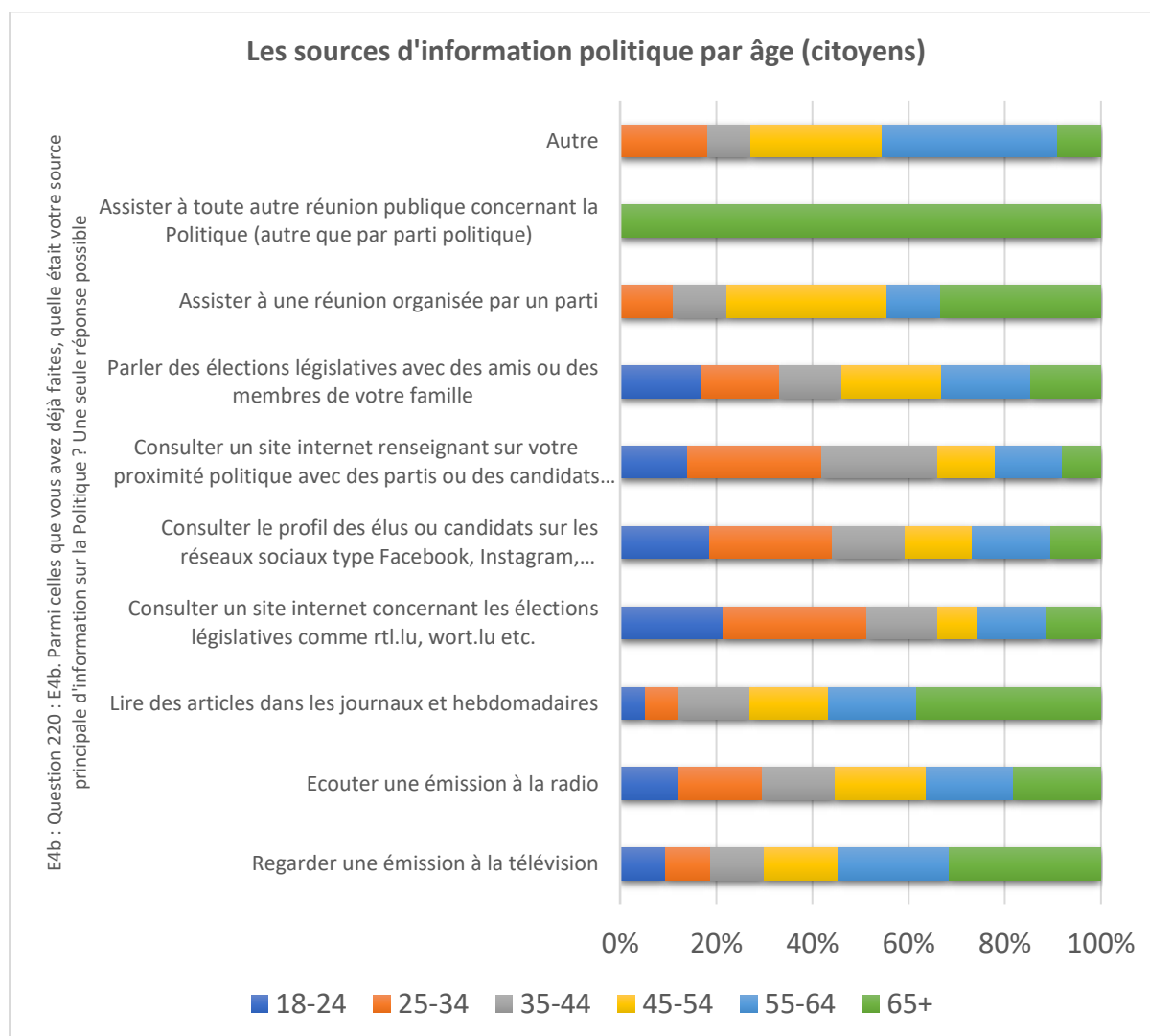
- Regarder une émission à la télévision
- Ecouter une émission à la radio
- Lire des articles dans les journaux et hebdomadaires
- Consulter un site internet concernant les élections législatives comme rtl.lu, wort.lu etc.
- Consulter le profil des élus ou candidats sur les réseaux sociaux type Facebook, Instagram, LinkedIn, Tiktok, Twitter, e
- Consulter un site internet renseignant sur votre proximité politique avec des partis ou des candidats (comme smartweilen
- Parler des élections législatives avec des amis ou des membres de votre famille
- Assister à une réunion organisée par un parti
- Assister à toute autre réunion publique concernant la Politique (autre que par parti politique)
- Autre

Sources d'information les plus importantes (étrangers)



- Regarder une émission à la télévision
- Ecouter une émission à la radio
- Lire des articles dans les journaux et hebdomadaires
- Consulter un site internet concernant les élections législatives comme rtl.lu, wort.lu etc.
- Consulter le profil des élus ou candidats sur les réseaux sociaux type Facebook, Instagram, LinkedIn, Tiktok, Twitter, e
- Consulter un site internet renseignant sur votre proximité politique avec des partis ou des candidats (comme smartweilen
- Parler des élections législatives avec des amis ou des membres de votre famille
- Assister à une réunion organisée par un parti
- Assister à toute autre réunion publique concernant la Politique (autre que par parti politique)
- Autre

Au sein de la cohorte des citoyens, ce sont les 18-24 ans et les 25-34 ans qui utilisent le plus les plateformes de médias sociaux pour collecter des informations de nature politique. L'utilisation de l'internet pour recueillir des informations et pour connaître sa proximité politique avec les différents partis (comme Smartwielen) est également plus populaire parmi les groupes d'âge les plus jeunes.

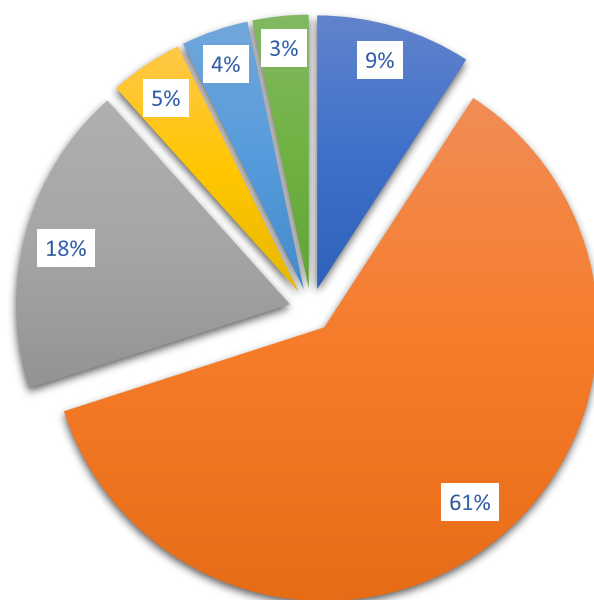


II Satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie au Luxembourg

L'enquête Polindex 2023 a interrogé les Luxembourgeois sur leur satisfaction quant au fonctionnement de la démocratie dans le pays.

Selon les résultats de notre enquête, 70 % des citoyens luxembourgeois sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans le pays, tandis que 22 % sont plutôt critiques.

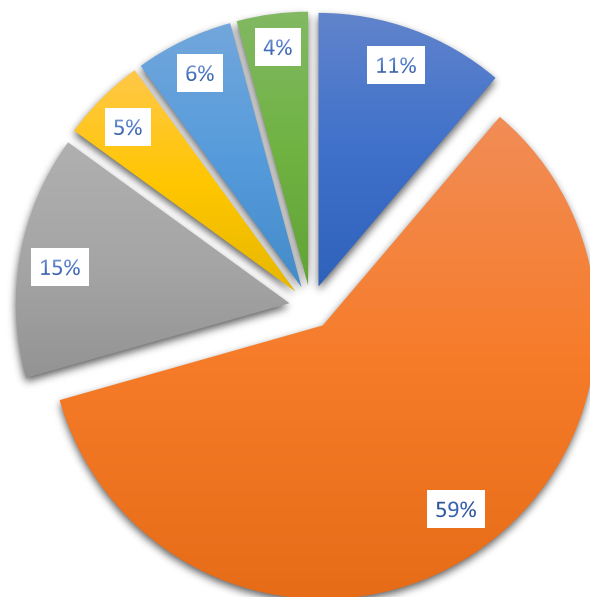
Satisfaction : Fonctionnement de la démocratie au Luxembourg (citoyens)



■ Très satisfait ■ Assez satisfait ■ Peu satisfait ■ Pas satisfait du tout ■ Je ne sais pas ■ Pas de réponse

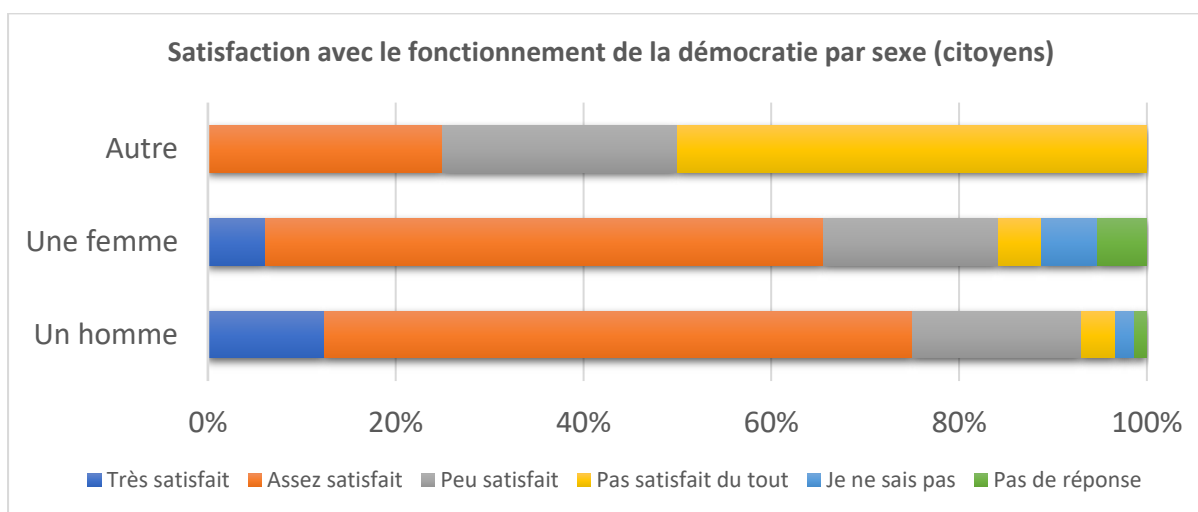
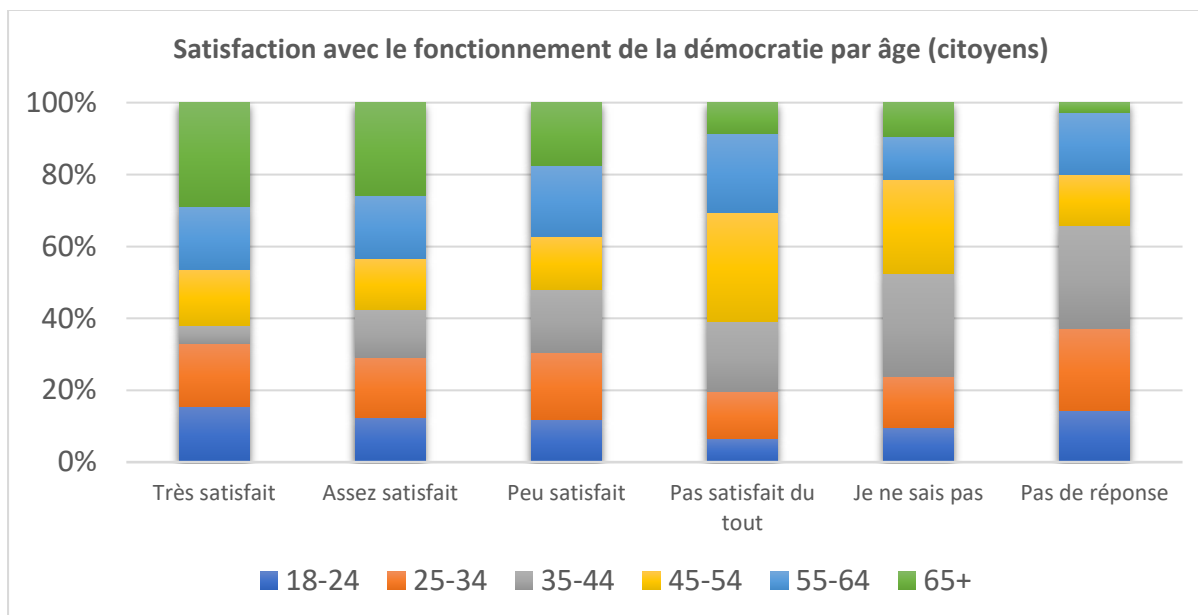
De même, 70 % des résidents étrangers sont très ou assez satisfaits du fonctionnement de la démocratie au Grand-Duché, ainsi que 19 % de non-résidents plus critiques.

Satisfaction : Fonctionnement de la démocratie au Luxembourg (étrangers)



■ Très satisfait ■ Assez satisfait ■ Peu satisfait ■ Pas satisfait du tout ■ Je ne sais pas ■ Pas de réponse

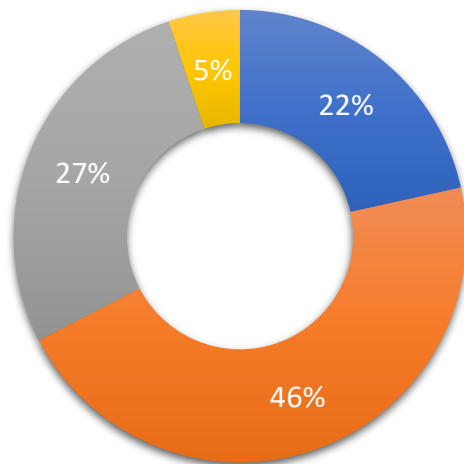
Les citoyens ayant un niveau d'éducation secondaire élevé, c'est-à-dire la cohorte la plus importante de notre échantillon, sont les plus nombreux à ne pas être tout à fait ou pas du tout satisfaits du fonctionnement de la démocratie au Luxembourg. En revanche, les citoyens issus des groupes aux revenus les plus élevés (gagnant plus de 6.000 euros par mois et par foyer) sont les plus satisfaits de la démocratie dans le pays. Le groupe d'âge le moins satisfait de la démocratie est celui des 45-54 ans, tandis que les plus satisfaits sont les citoyens âgés de 65 ans et plus. En ce qui concerne les circonscriptions électorales et l'organisation territoriale, notre étude révèle que la ville de Luxembourg présente le niveau de satisfaction le plus élevé. En ce qui concerne le sexe, les hommes se montrent plus satisfaits de la démocratie au Luxembourg que les femmes. Les citoyens des autres sexes expriment les critiques les plus vives sur le fonctionnement de la démocratie au Grand-Duché.



III Le niveau d'intérêt pour la politique

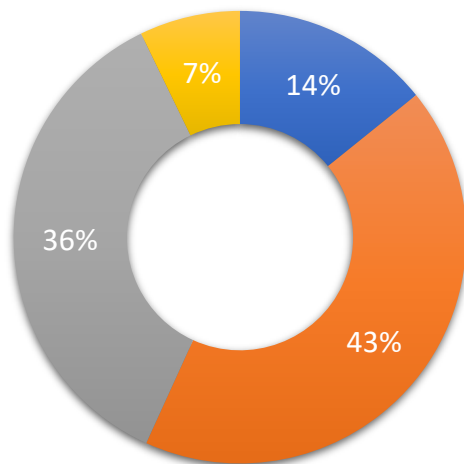
Notre étude compare l'intérêt des citoyens et des résidents étrangers pour la politique en général, comme le montrent les deux graphiques suivants.

Niveau d'intérêt pour la politique (citoyens)



■ Très intéressé ■ Assez intéressé ■ Peu intéressé ■ Pas du tout intéressé

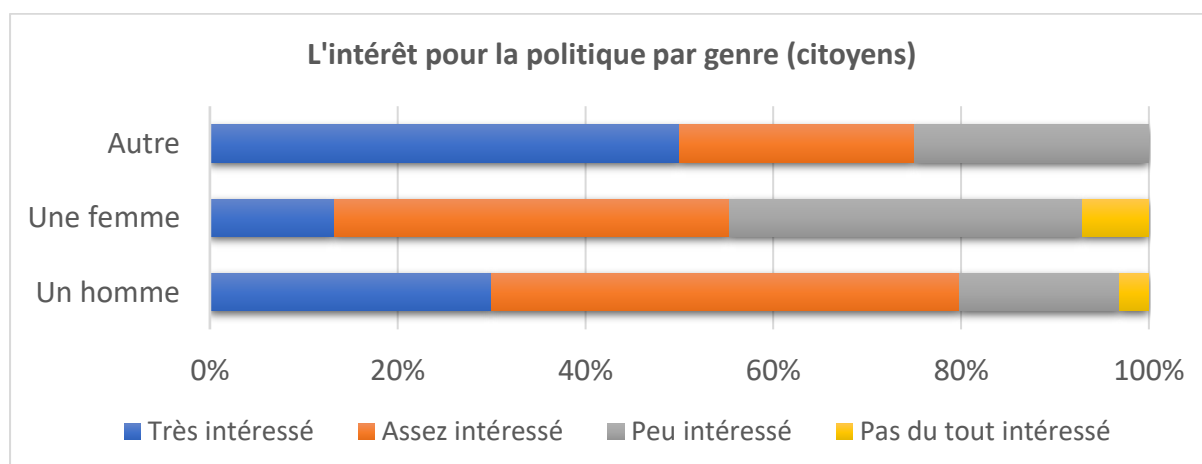
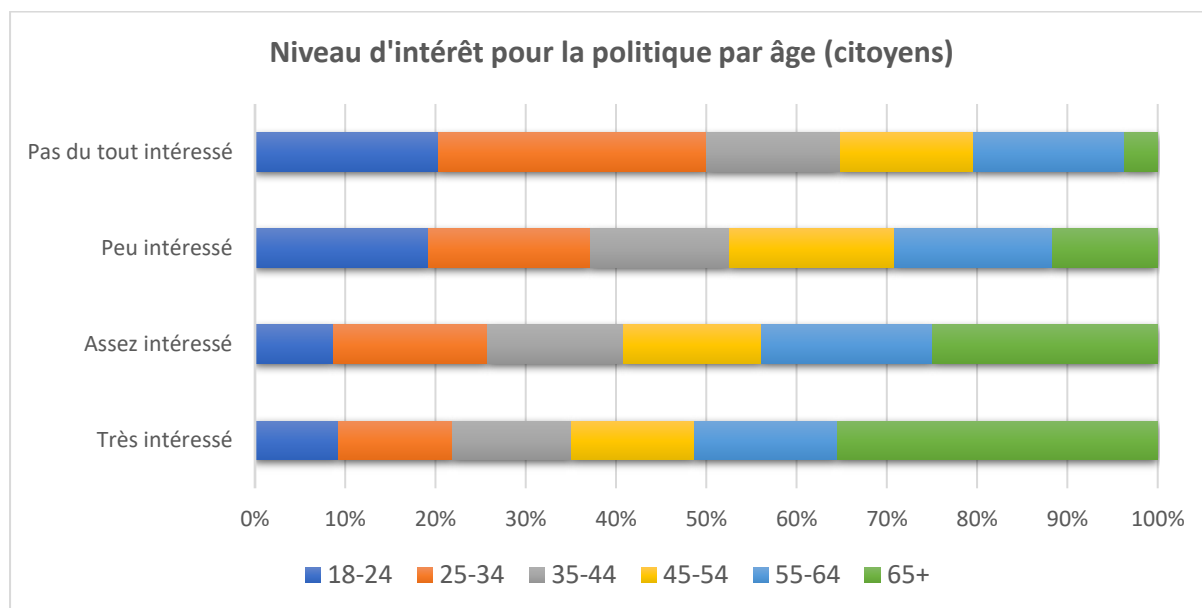
Niveau d'intérêt pour la politique (étrangers)



■ Très intéressé ■ Assez intéressé ■ Peu intéressé ■ Pas du tout intéressé

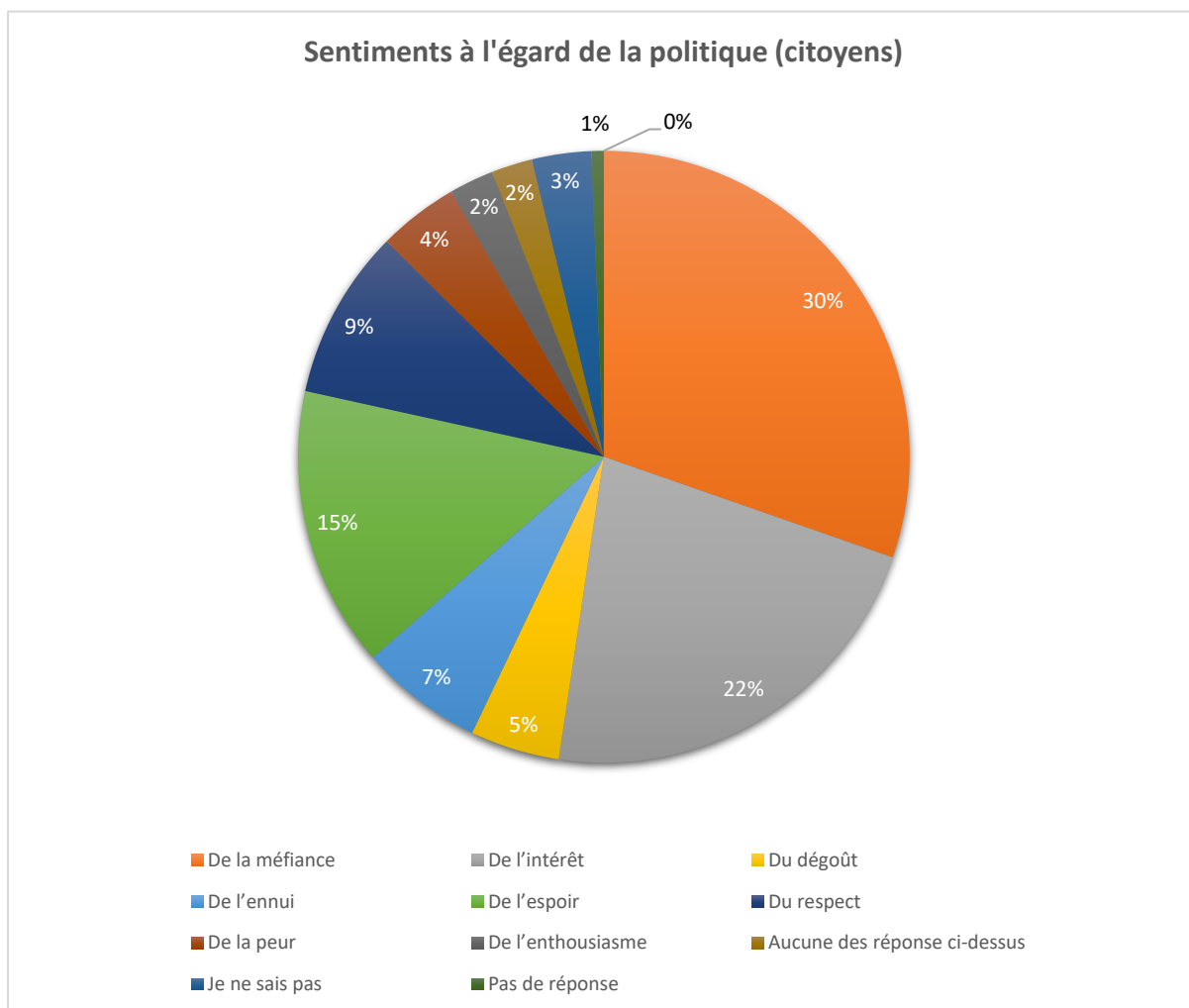
Polindex 2023 a constaté que dans la cohorte des citoyens, proportionnellement, plus le niveau d'éducation est élevé, plus l'intérêt pour la politique est fort. En outre, l'intérêt pour la politique est positivement corrélé au niveau de revenu mensuel dont dispose le ménage. En ce qui concerne les différents groupes d'âge, l'étude montre que les plus jeunes sont principalement indifférents à la politique, tandis que les groupes plus âgés affichent le niveau

d'intérêt le plus élevé. En ce qui concerne les circonscriptions électorales et l'organisation territoriale, nous avons constaté que plus de 75 % des citoyens de la ville de Luxembourg s'intéressent à la politique. Ce résultat est à mettre en corrélation avec le niveau d'éducation et de revenu le plus élevé par rapport à toutes les autres circonscriptions du Grand-Duché. En ce qui concerne le sexe, le Polindex 2023 a révélé que les femmes montrent le moins d'intérêt pour la politique, mais les réponses positives atteignent tout de même 50 % dans la cohorte.

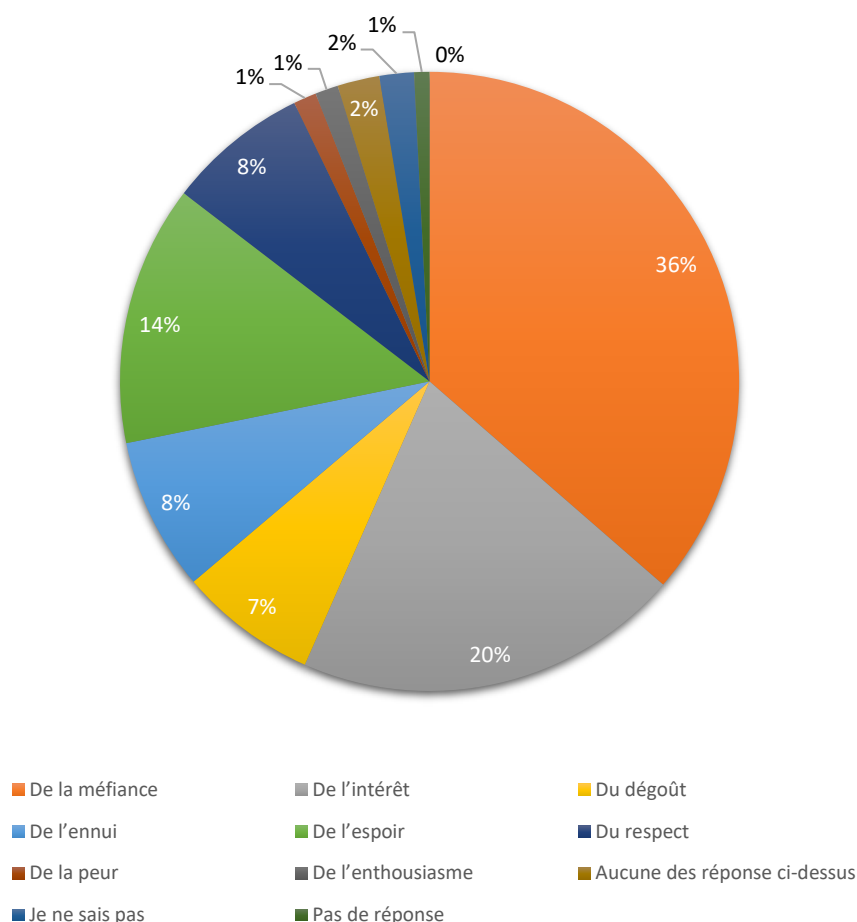


Il est essentiel de noter que, pour la première fois depuis 1999, **le sentiment dominant à l'égard de la politique est la méfiance, tandis que les deuxième et troisième sentiments les plus importants sont l'intérêt et l'espoir**, tant pour les citoyens luxembourgeois que pour celui des résidents étrangers. Bien que les trois principaux sentiments soient partagés par les citoyens luxembourgeois et les résidents étrangers, ces derniers affichent un niveau de méfiance plus élevé dans notre étude (36%). Comme le montrent les deux graphiques ci-

dessous, la force des sentiments d'intérêt et d'espoir à l'égard de la politique est légèrement inférieure chez les non-citoyens.

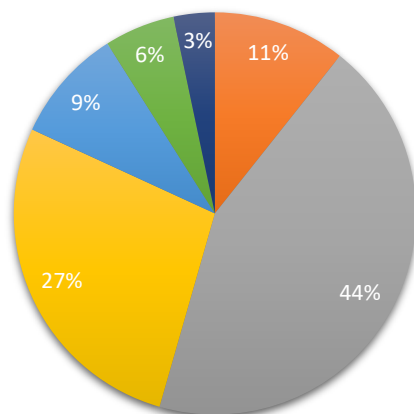


Sentiments à l'égard de la politique (étrangers)



Notre étude comprend des questions sur la démocratie en général. 80,3 % des citoyens sont d'accord pour dire que "même si la démocratie peut avoir des problèmes, elle est toujours meilleure que toute autre forme de gouvernement", tandis que 75,5 % sont d'accord pour dire que "le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible". 80,3 % sont d'accord avec l'idée qu'"il est important de voter parce que c'est grâce aux élections que nous pouvons changer les choses". Cependant, seuls 54,4% estiment que "le système politique luxembourgeois permet aux citoyens d'avoir leur mot à dire sur ce que fait le gouvernement". Cela signifie que plus d'un tiers des citoyens estiment que leur voix ne compte pas dans les actions des décideurs politiques.

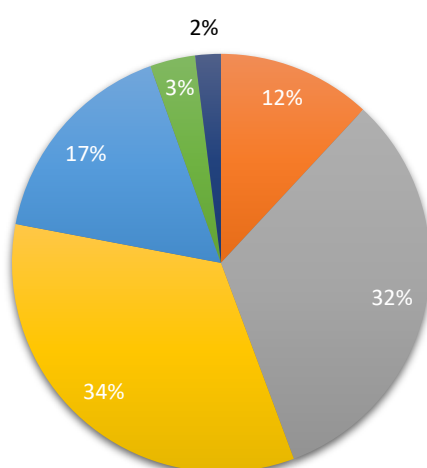
"Le système politique au Luxembourg permet aux personnes comme moi d'avoir leur mot à dire sur ce que fait le gouvernement" (citoyens)



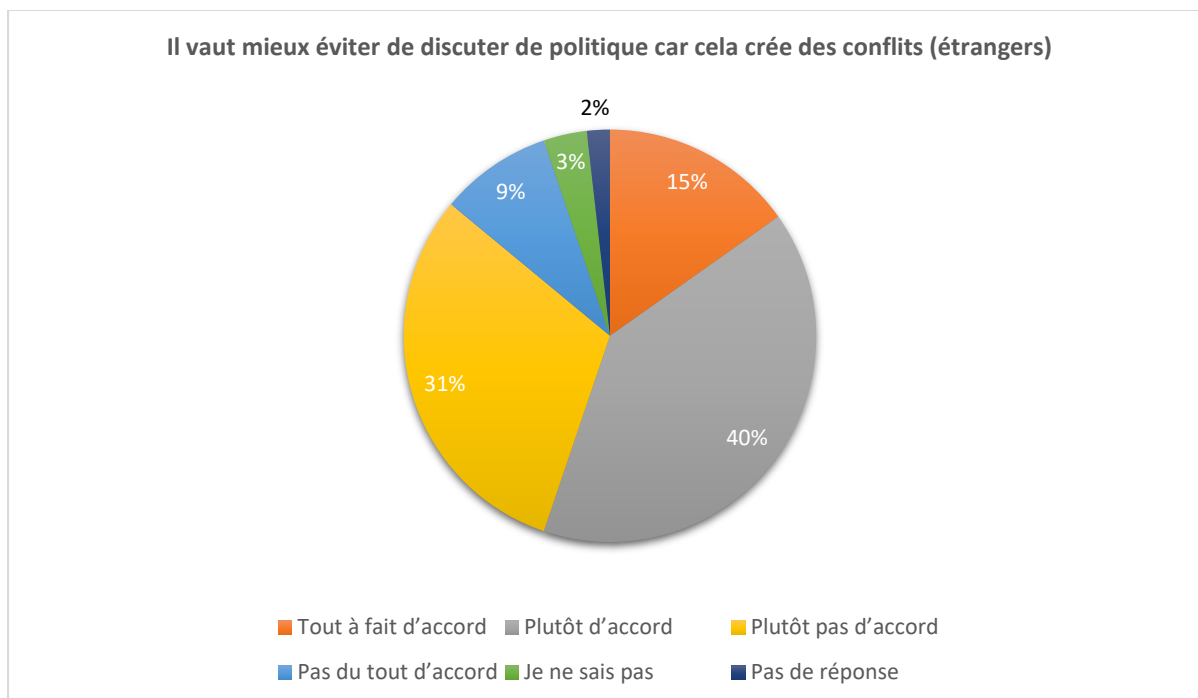
■ Tout à fait d'accord
 ■ Plutôt d'accord
 ■ Plutôt pas d'accord
■ Pas du tout d'accord
 ■ Je ne sais pas
 ■ Pas de réponse

Lorsqu'il s'agit de discuter de politique et de savoir si cela peut créer des conflits, les résidents étrangers se montrent plus inquiets. Alors que 44,2 % des citoyens ont déclaré qu'ils pensaient qu'il valait mieux éviter de parler de politique car cela pouvait créer des conflits, le taux est de 55,2 % dans le cas des étrangers.

Il vaut mieux éviter de discuter de politique car cela crée des conflits (citoyens)



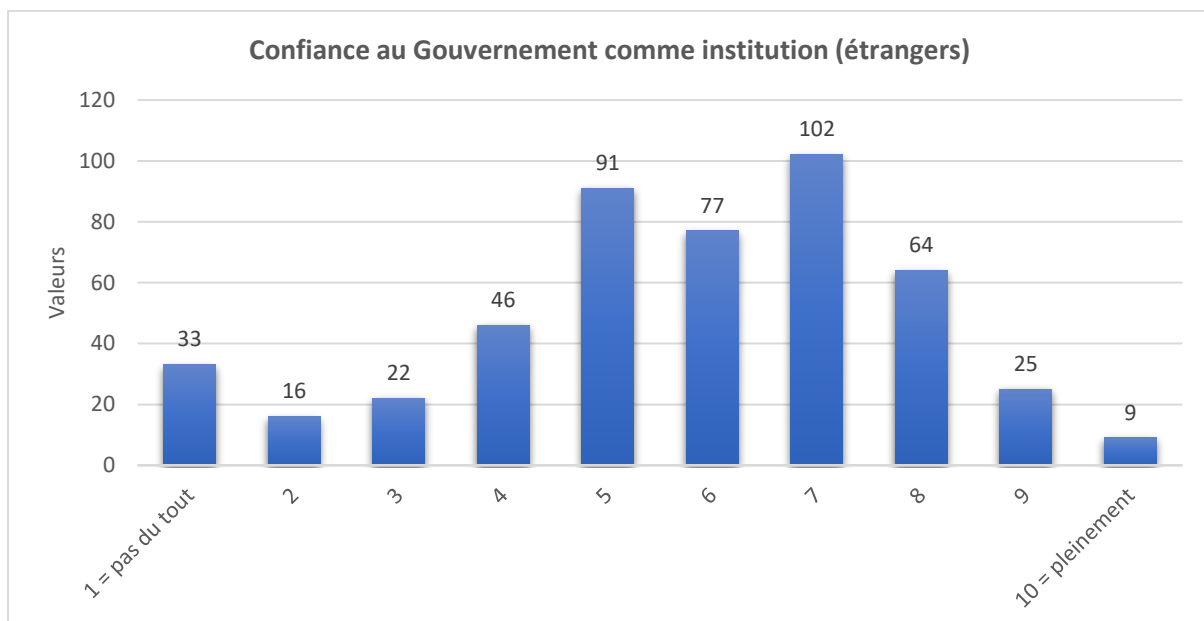
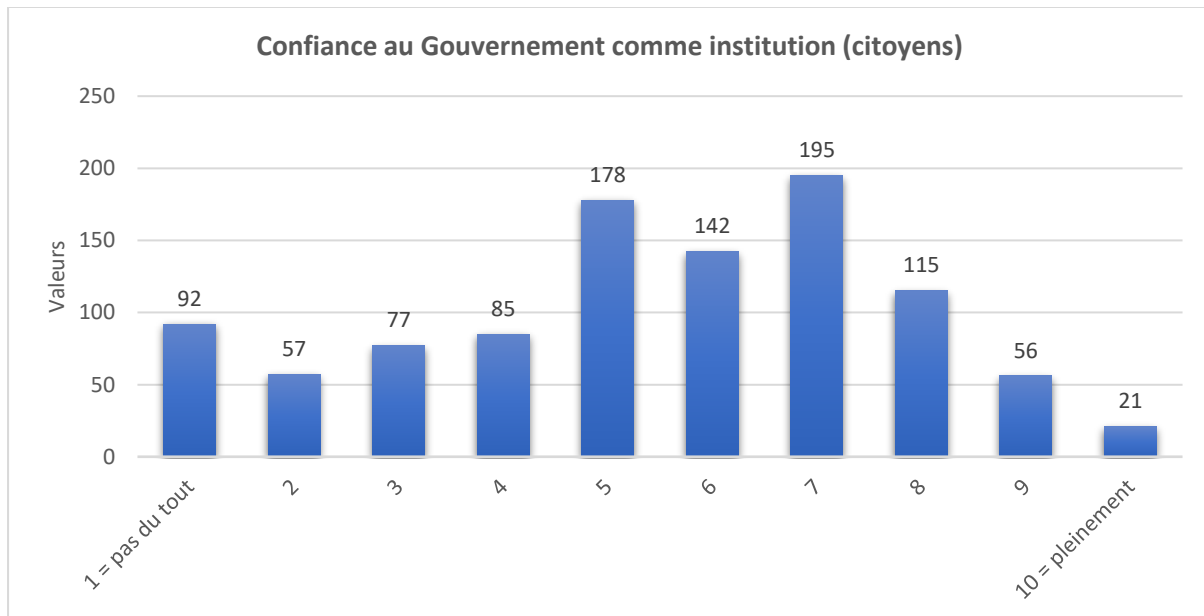
■ Tout à fait d'accord
 ■ Plutôt d'accord
 ■ Plutôt pas d'accord
■ Pas du tout d'accord
 ■ Je ne sais pas
 ■ Pas de réponse



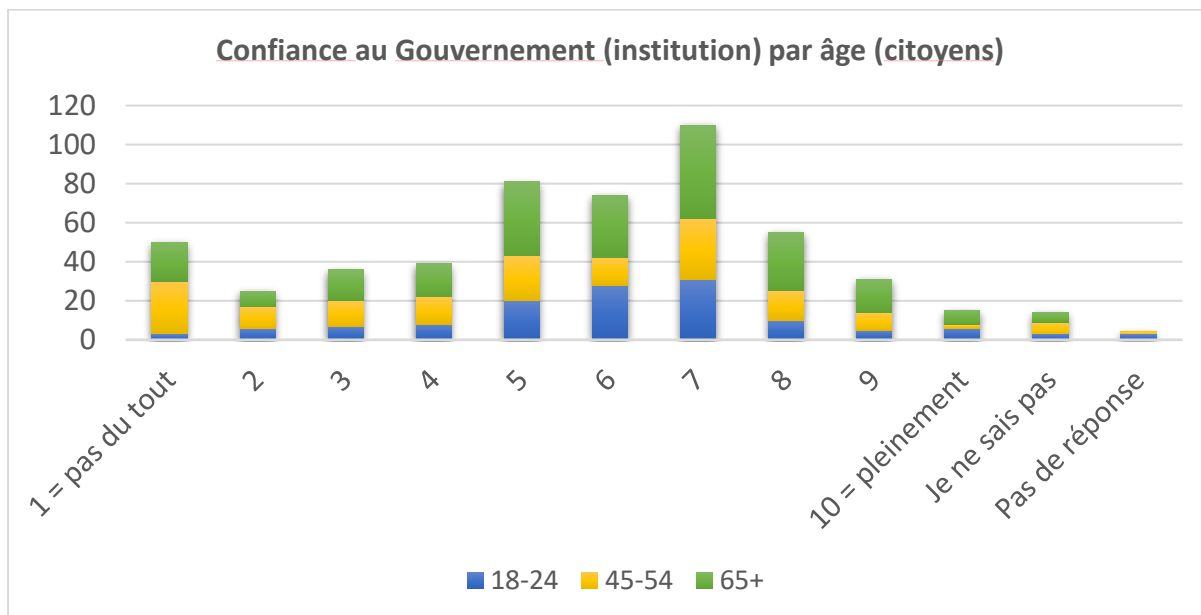
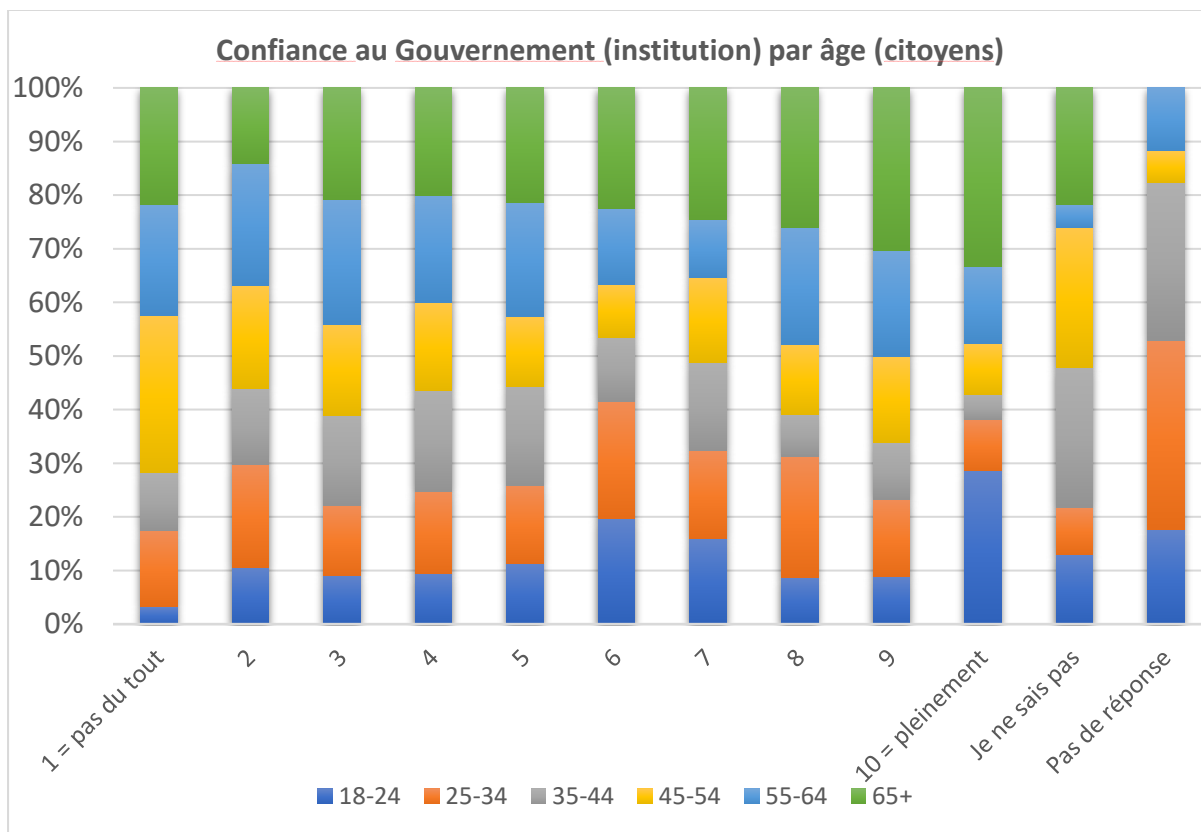
IV Confiance du public dans le gouvernement en tant qu'institution

Nos résultats confirment la confiance traditionnellement élevée du public dans les institutions du Gouvernement et de la Chambre des Députés, qui est une caractéristique de longue date du modèle de démocratie consensuelle du Grand-Duché ainsi qu'un aspect essentiel de la qualité subjective de la démocratie. Cependant, les résidents non citoyens du pays montrent une confiance légèrement plus élevée dans les deux institutions que les citoyens luxembourgeois.

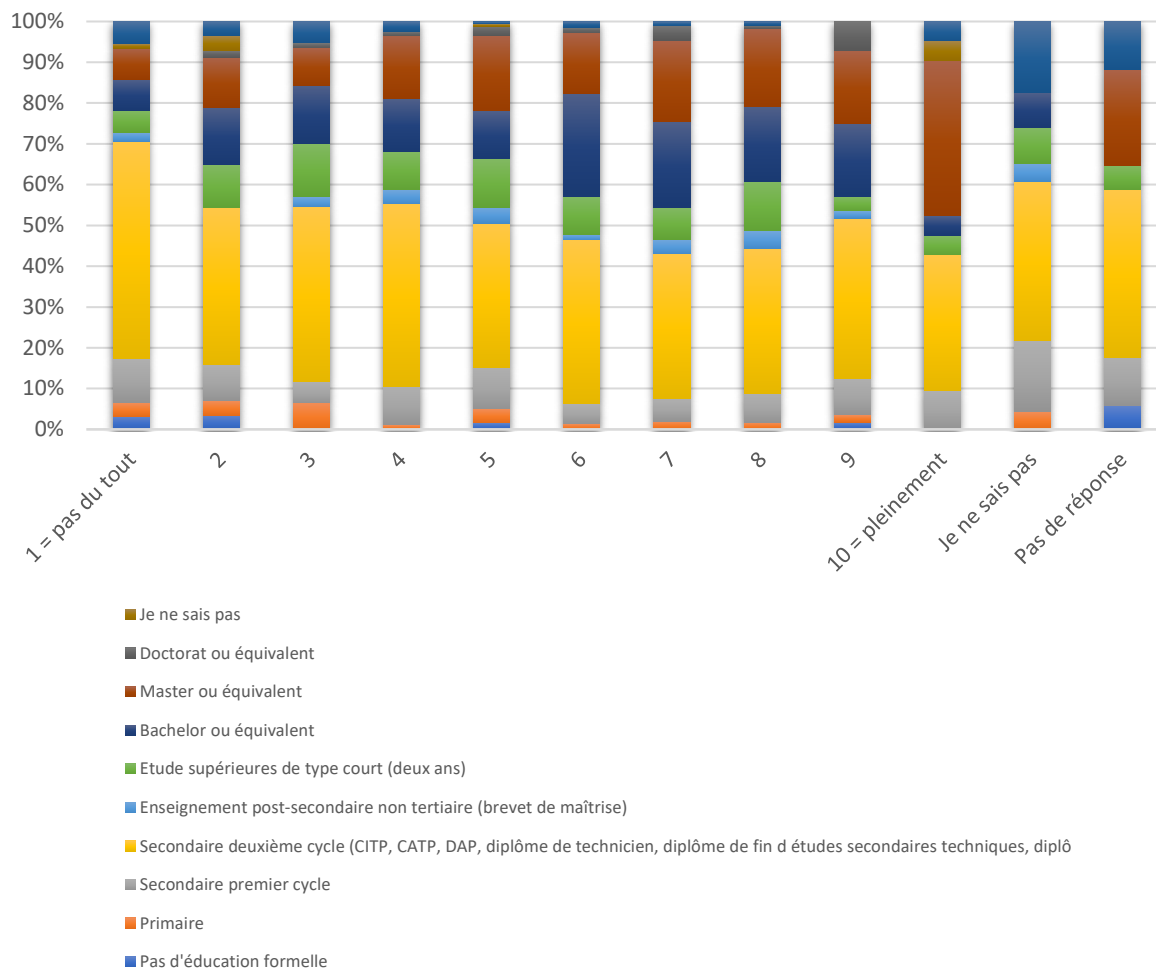
Comme le montrent les deux graphiques ci-dessous, sur une échelle de 1 à 10, les citoyens luxembourgeois et les résidents étrangers partagent une dynamique similaire en ce qui concerne leur confiance dans le gouvernement en tant qu'institution démocratique. Le niveau de satisfaction moyen dans la cohorte des citoyens est de 5,23, et légèrement plus élevé dans le cas des non-citoyens : 5,71.



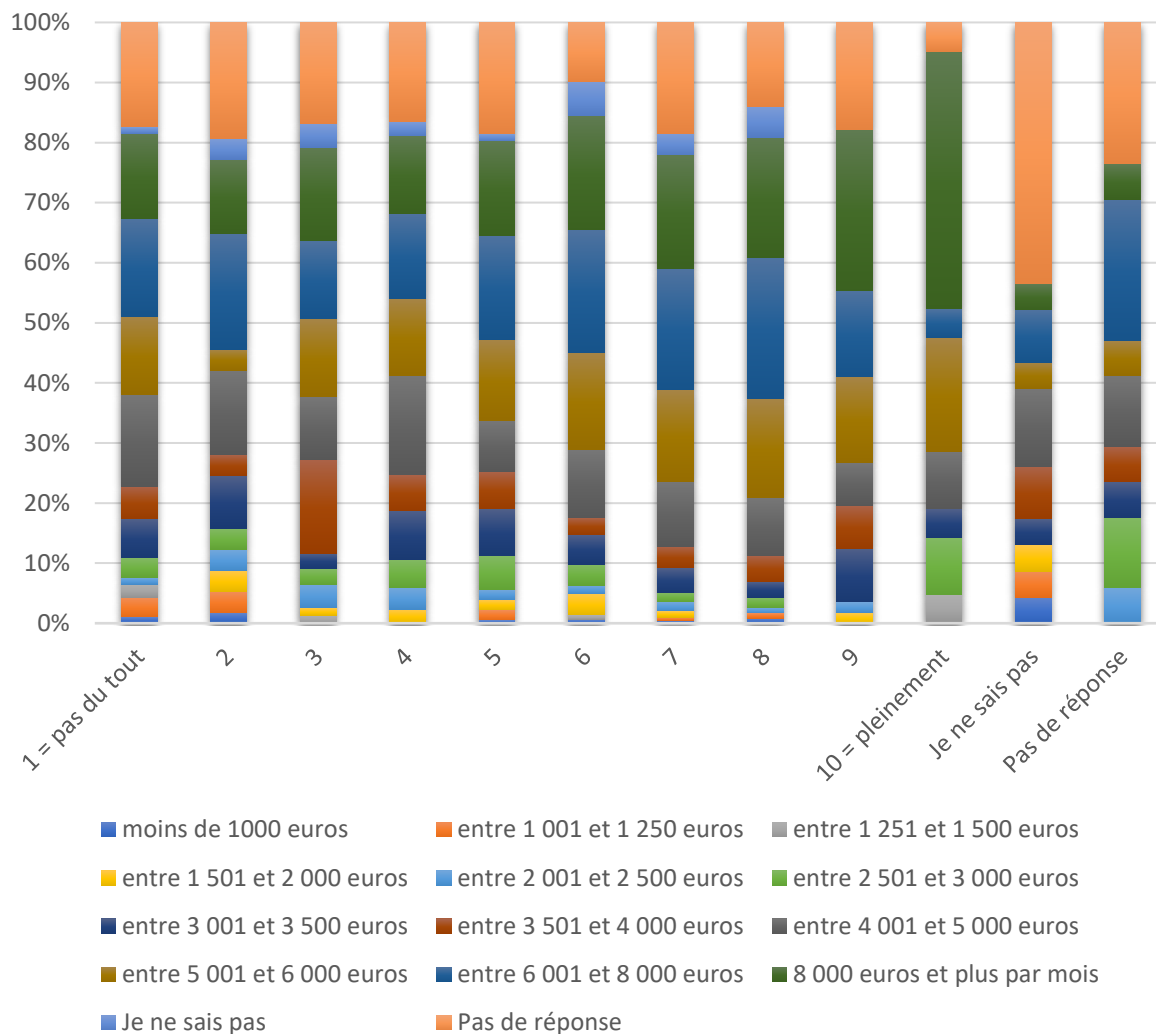
L'étude Polindex 2023 observe que plus le niveau d'éducation des citoyens est élevé, plus la confiance dans le Gouvernement est forte. En outre, nos résultats montrent que la cohorte ayant le revenu mensuel le plus élevé (8000 euros et plus par mois et par foyer) a le niveau de confiance le plus élevé dans le Gouvernement. Le groupe d'âge le plus critique à l'égard du Gouvernement en tant qu'institution est celui des 45-54 ans. Alors que le groupe le plus âgé des citoyens de 65 ans et plus a la plus grande confiance dans leur Gouvernement, le groupe le plus jeune, affiche également un niveau de confiance relativement élevé par rapport aux autres groupes d'âge.

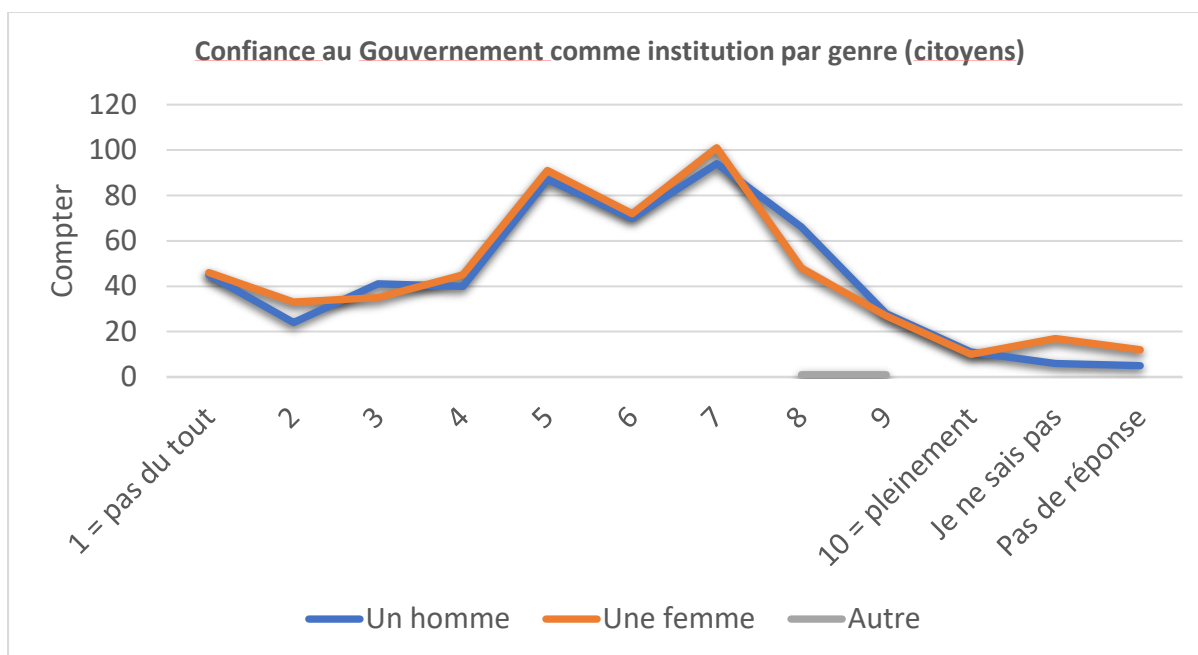


Confiance au Gouvernement (institution) par niveau d'instruction (citoyens)



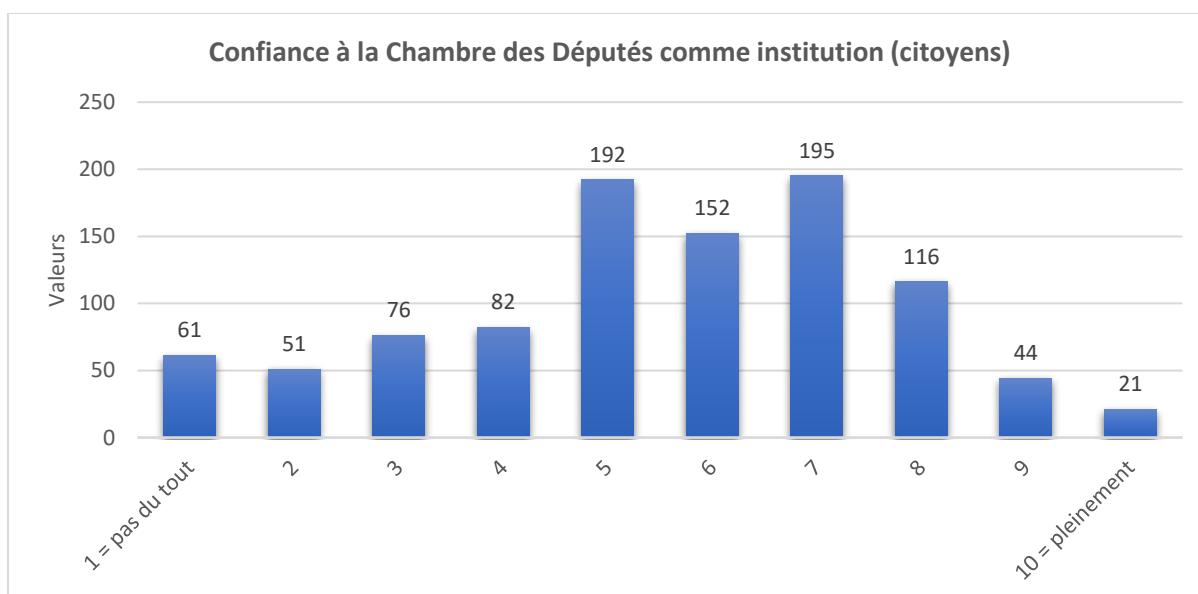
Confiance au Gouvernement comme institution par revenu (citoyens)

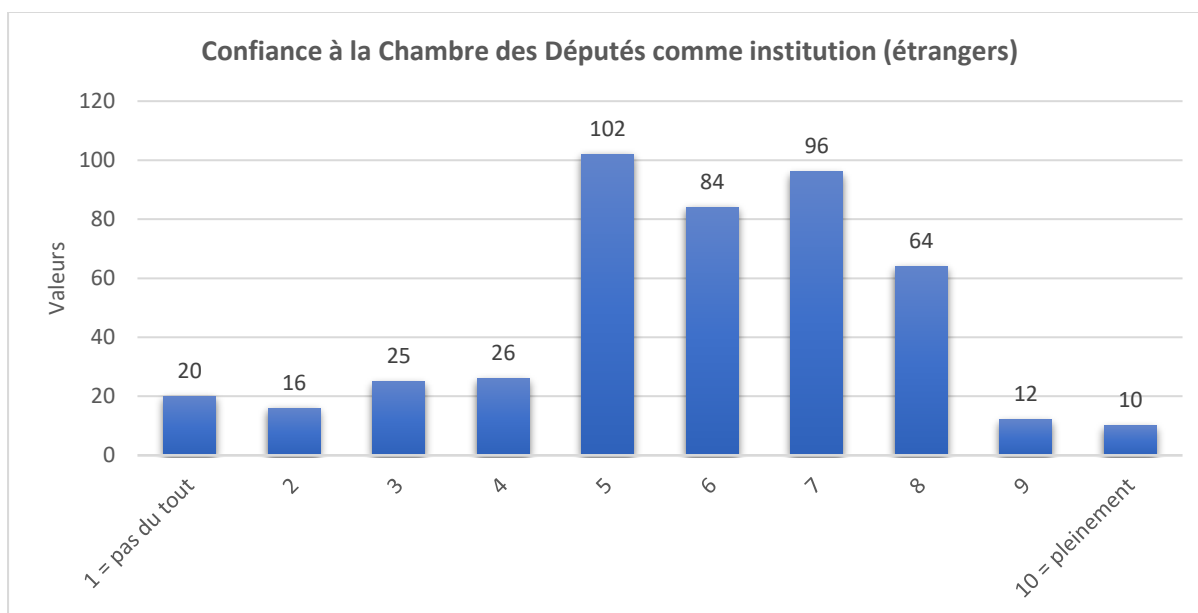




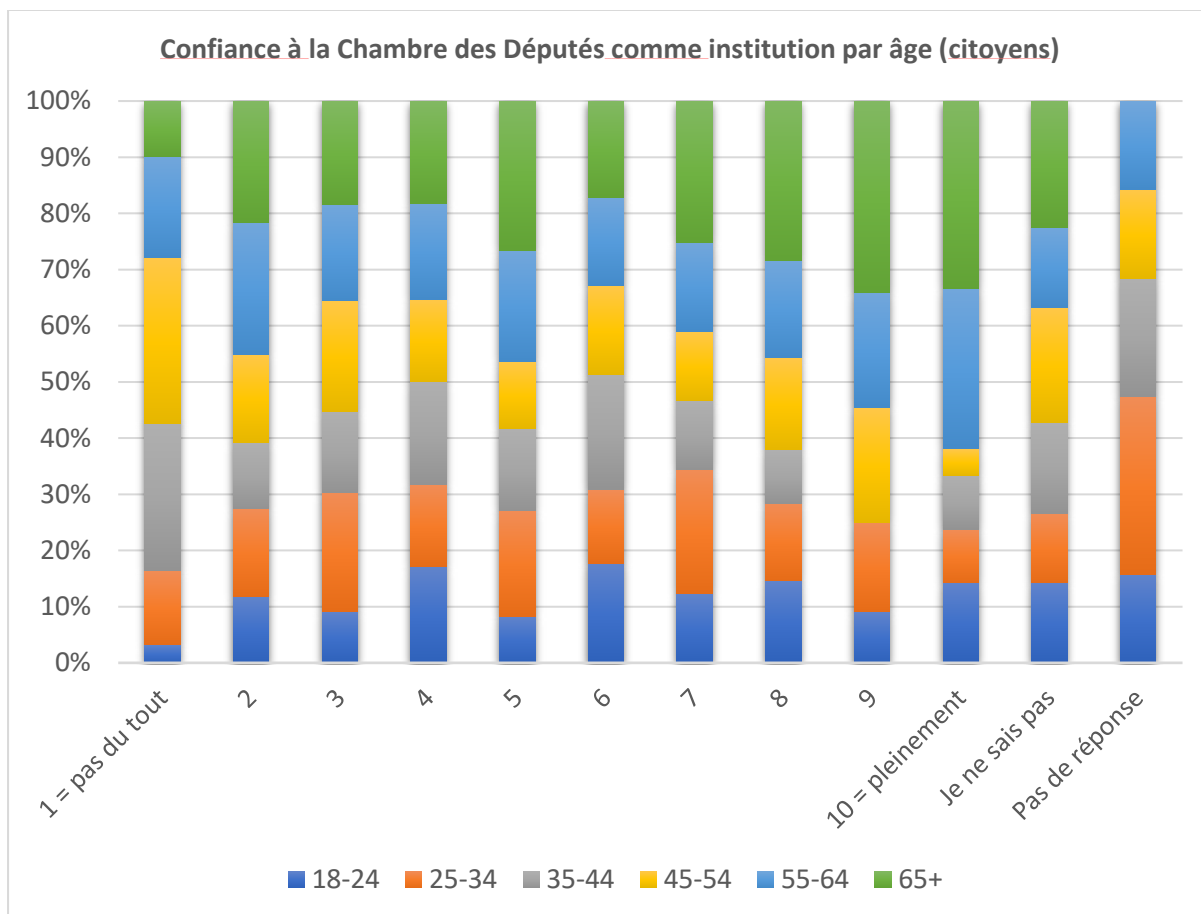
V La confiance du public dans la Chambre des Députés

Sur une échelle de 1 à 10, la confiance moyenne des citoyens envers le Parlement est de 5,55, ce qui signifie que la confiance du public est plus élevée que celle du Gouvernement. La moyenne est de 5,8 dans le cas des résidents non citoyens, ce qui montre également que la confiance du public envers le parlement est plus élevée que celle envers le gouvernement.

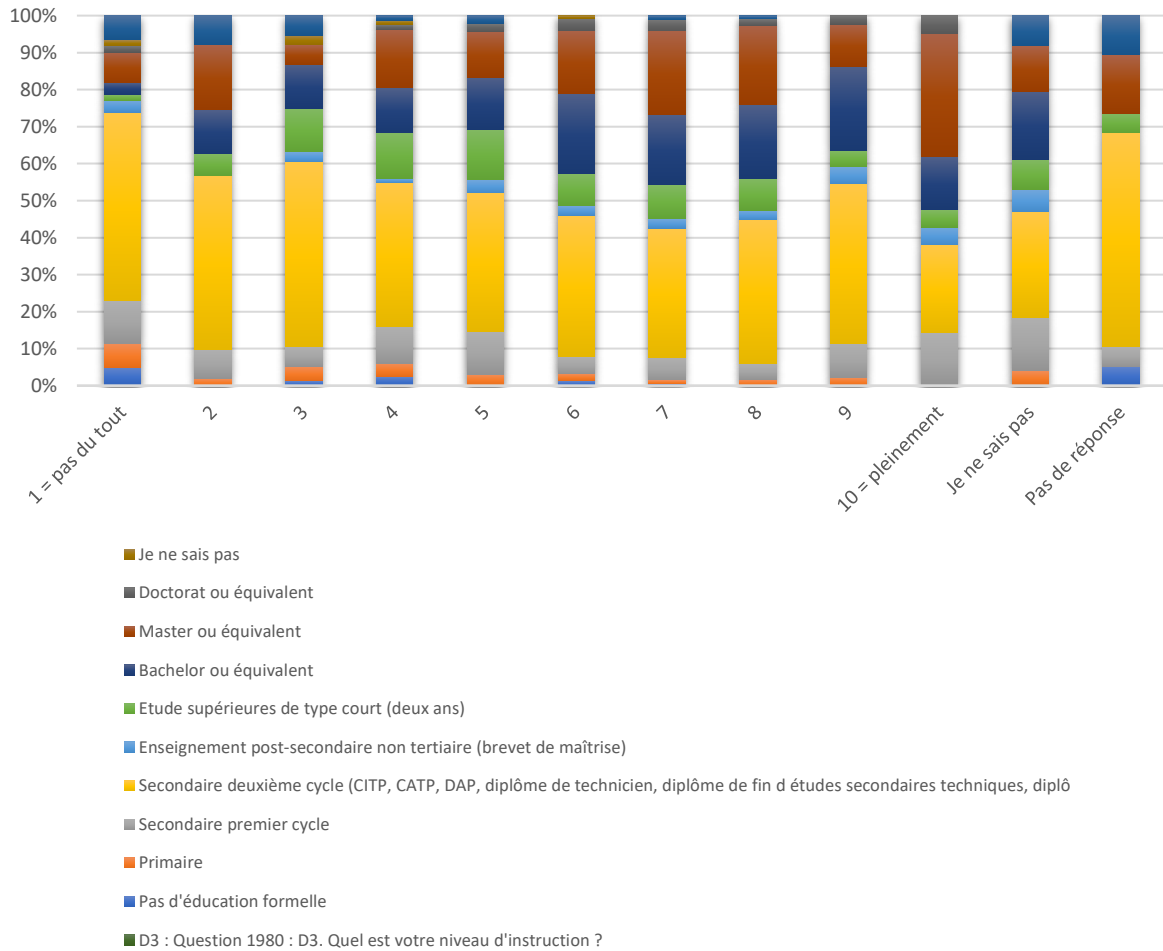




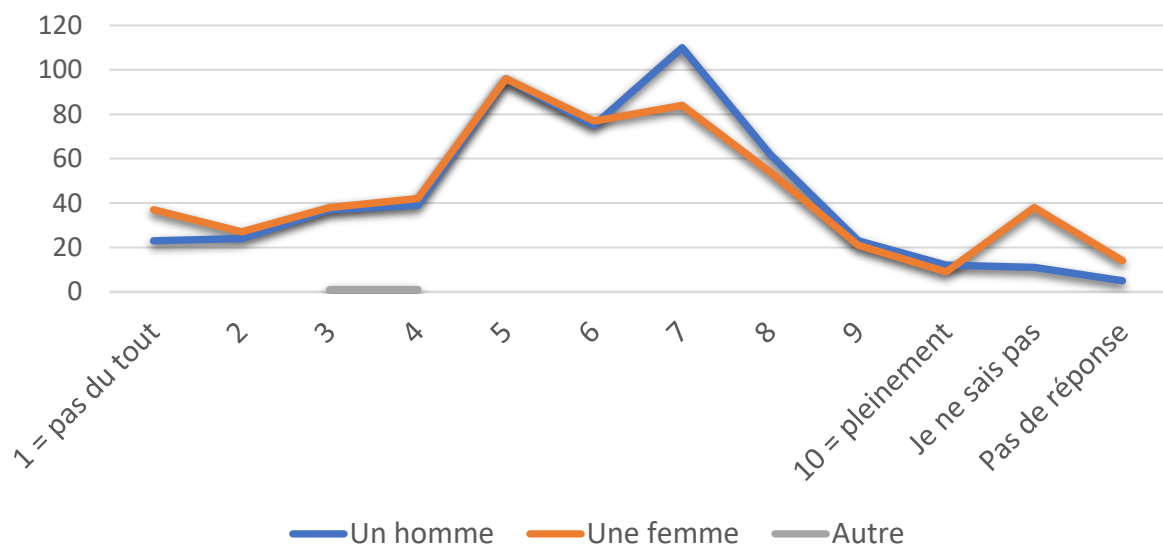
Le Polindex 2023 aboutit à la même conclusion concernant la relation entre le niveau d'éducation et la confiance du public dans le parlement que dans le cas du gouvernement : plus le niveau d'éducation est élevé, plus la confiance du public dans le parlement est forte. Il est important de noter que la distance des citoyens dont le niveau d'éducation le plus élevé est l'école secondaire par rapport au Parlement est relativement moins forte que par rapport au gouvernement (comme nous l'avons montré précédemment). Une fois encore, plus le niveau de revenu mensuel est élevé, plus le niveau de confiance est important. Si l'on considère les groupes d'âge, on constate que les personnes appartenant au groupe des 45-54 ans sont les plus critiques à l'égard de l'institution - tout comme dans le cas du gouvernement.

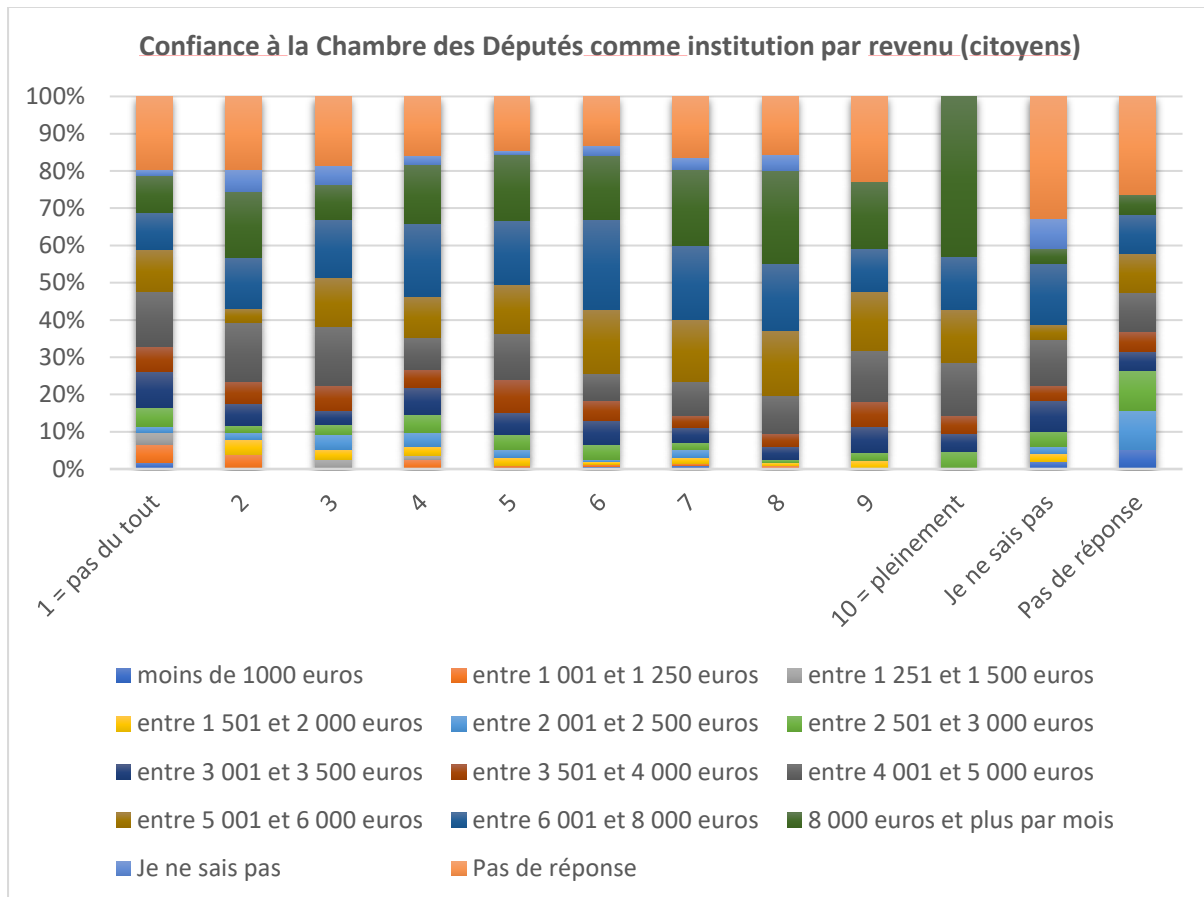


Confiance à la Chambre des Députés comme institution par niveau d'instruction (citoyens)



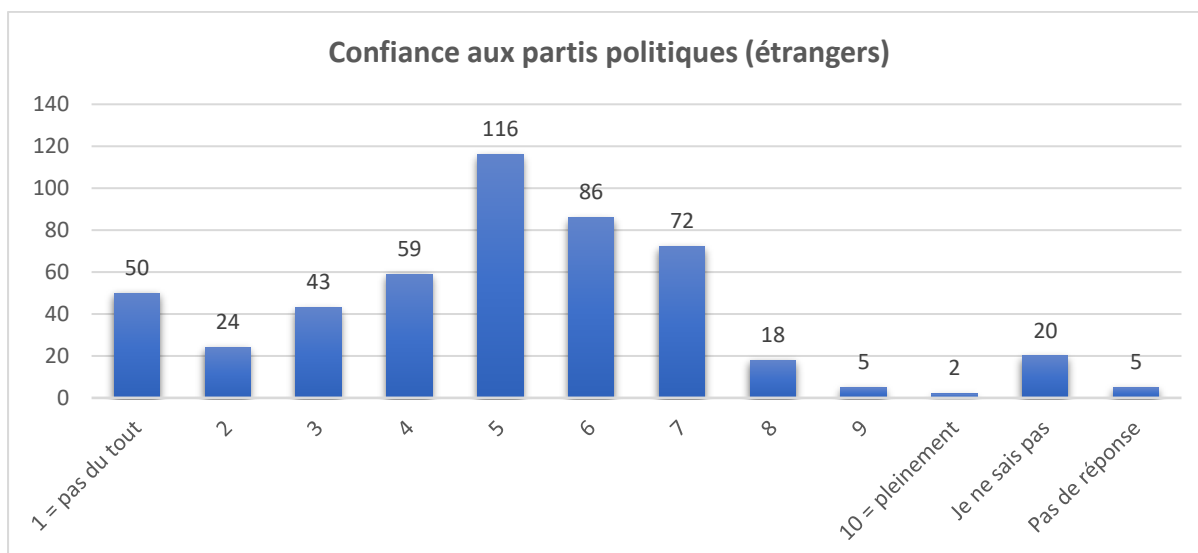
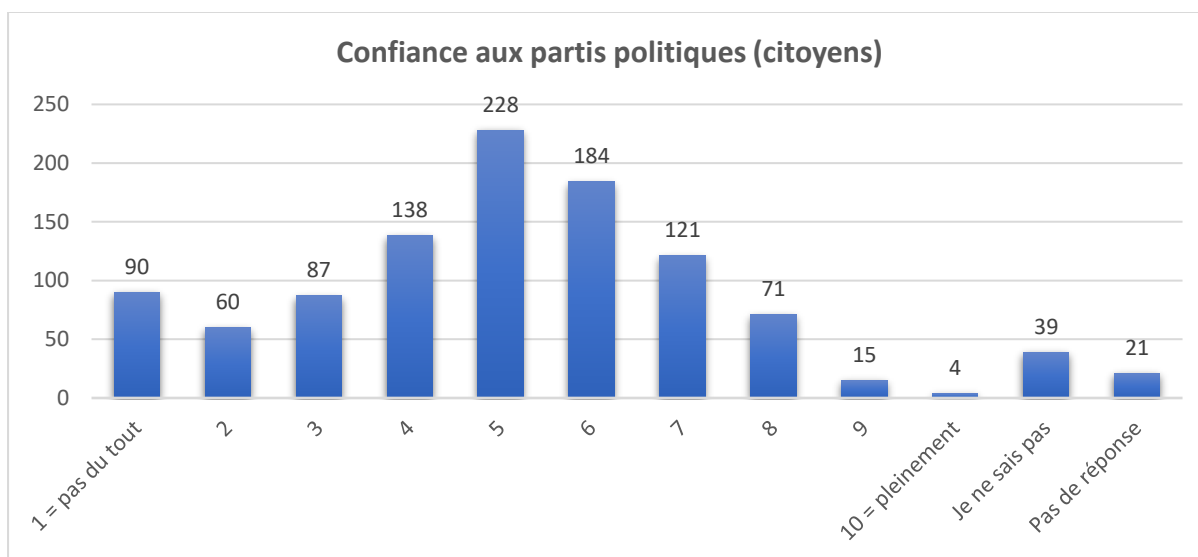
Confiance à la Chambre des Députés comme institution par sexe (citoyens)





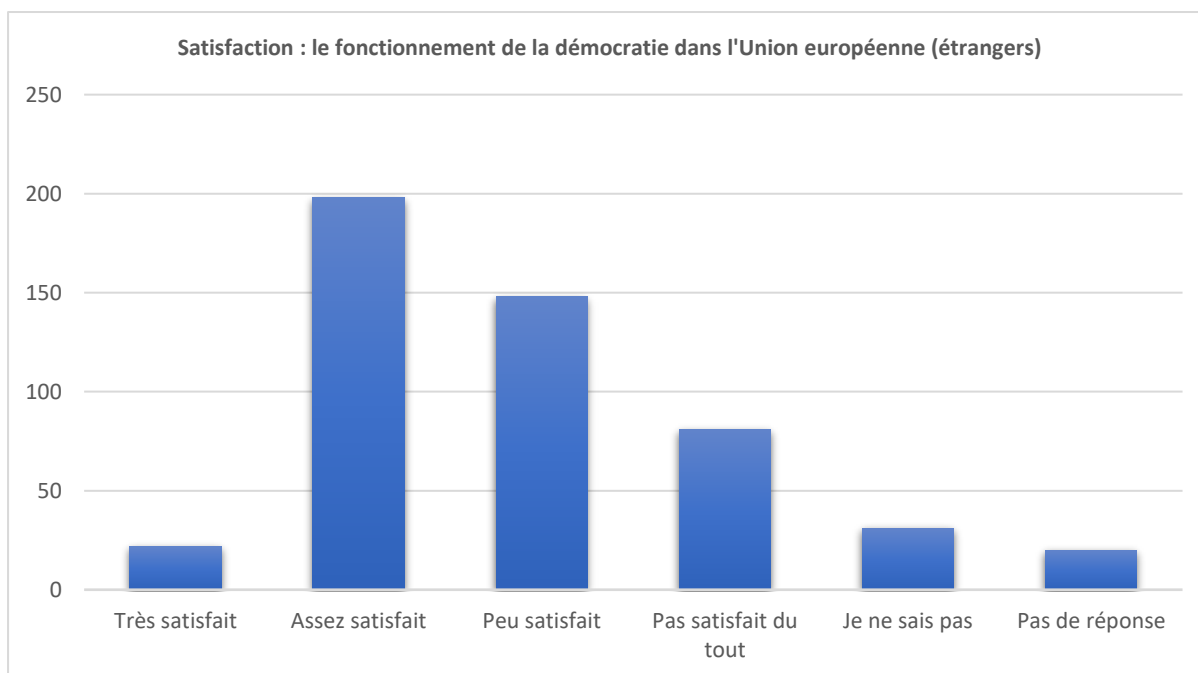
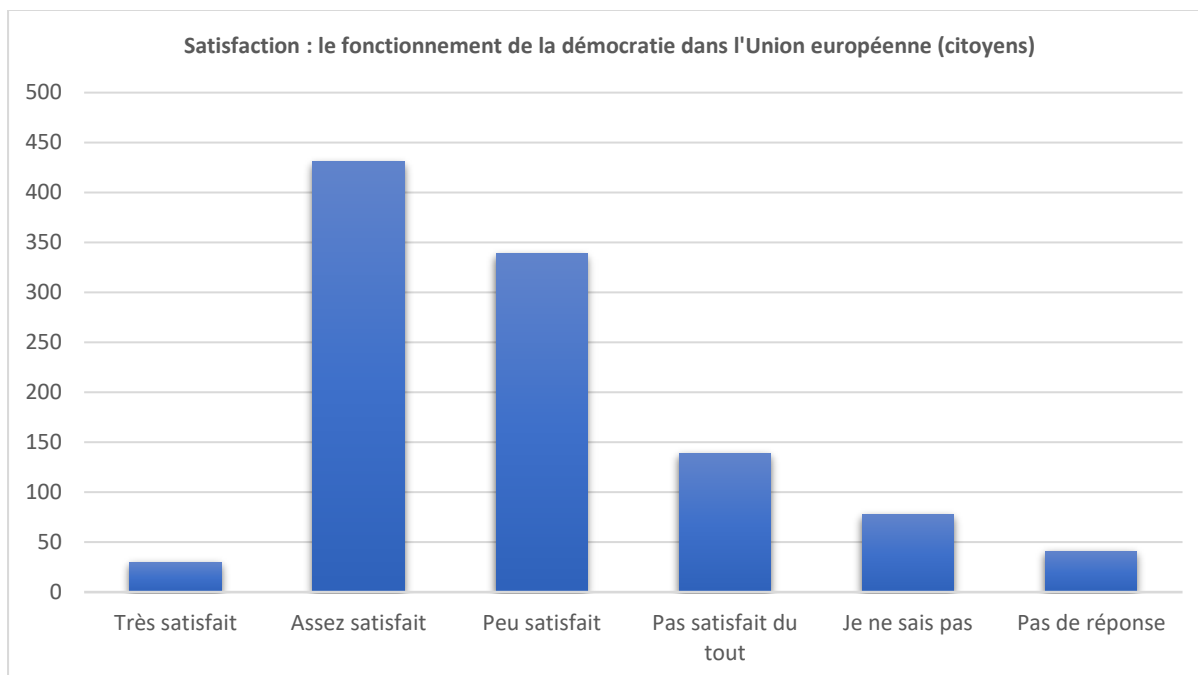
VI Confiance du public dans les partis politiques nationaux

Comme le montrent les graphiques ci-dessous, le niveau de confiance envers les partis politiques luxembourgeois est presque identique dans les cohortes de citoyens luxembourgeois et/ou de résidents étrangers. Parmi les citoyens interrogés, notre enquête a évalué la confiance moyenne à 4,86 sur une échelle de 1 à 10. Dans la cohorte des résidents étrangers, la moyenne était de 4,78. À titre de comparaison, les résultats des enquêtes European Values Survey 2008 et 2017 (qui évaluent les opinions des citoyens et des résidents étrangers) concernant la confiance du public dans les partis étaient respectivement de 40 % et de 27 %. Nos résultats confirment le renforcement de la confiance du public dans les partis politiques. **Ce résultat positif doit être compris dans le contexte du rôle constitutionnel et de la responsabilité des partis dans la vie démocratique du Grand-Duché.**



VII Perceptions du public concernant la démocratie dans l'UE

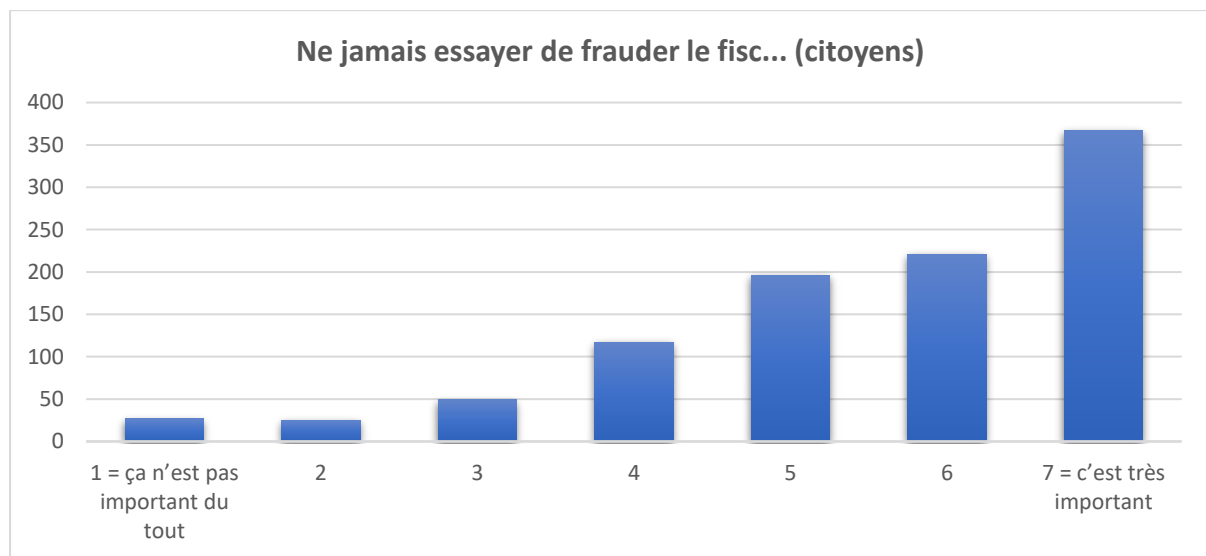
Notre enquête a interrogé les Luxembourgeois et les résidents étrangers sur leur satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie au niveau de l'Union européenne. Les deux graphiques suivants montrent la satisfaction dans les cohortes de citoyens et de résidents non citoyens, qui donnent des résultats similaires. L'étude révèle que 44 % des citoyens luxembourgeois sont assez ou très satisfaits de la démocratie au niveau de l'UE. Le taux est identique dans le cas des étrangers. En revanche, 45 % des citoyens luxembourgeois ne sont pas tout à fait ou pas du tout satisfaits de la démocratie au niveau de l'UE, tandis que 46 % des réponses des étrangers sont critiques à l'égard du fonctionnement de la démocratie dans l'UE.



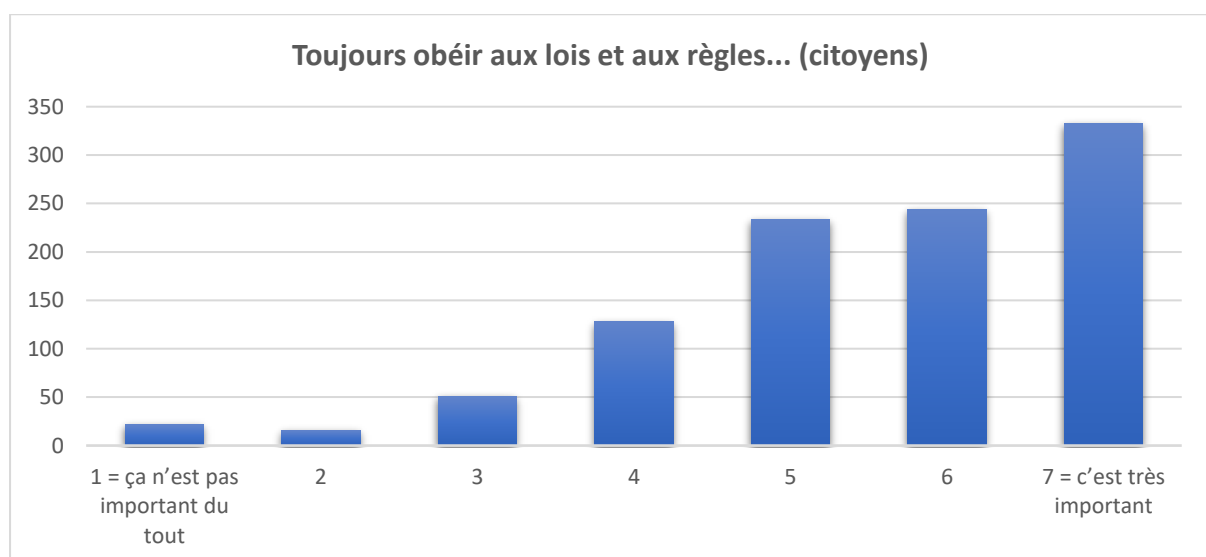
Cette dissonance de confiance dans la démocratie nationale et la démocratie européenne pose assurément la question de la différence et de la connaissance de deux régimes politiques qui superposent à la fois : le Gouvernement représentatif et la Gouvernance. Les Luxembourgeois et les résidents étrangers s'identifient pleinement au premier et ne comprennent pas ou peu le second.

VIII Le concept public de citoyenneté

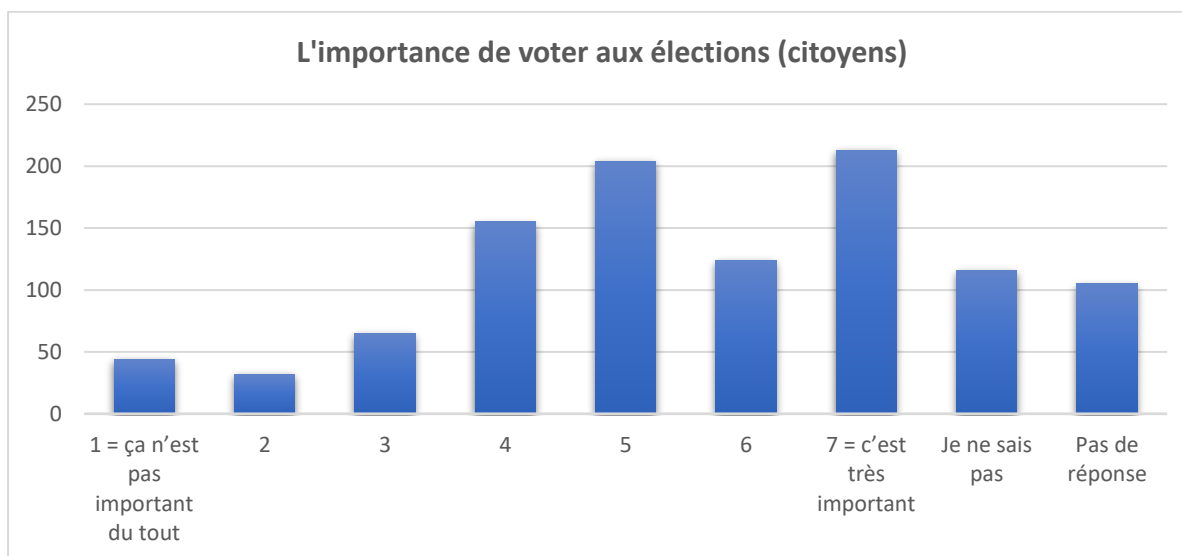
Une dimension essentielle de la qualité subjective de la démocratie est la perception du rôle de chacun dans le système démocratique. Notre enquête a interrogé les participants sur certains aspects qui nous aident à comprendre les concepts publics de la citoyenneté. L'un des aspects clés de la citoyenneté, comme le soulignent nos résultats, est le respect des obligations fiscales. Comme le montre le graphique ci-dessous, 55,6 % des citoyens estiment que ces obligations sont très importantes pour se considérer comme de "bons citoyens" (importance 6 et 7 sur une échelle de 1 à 7).



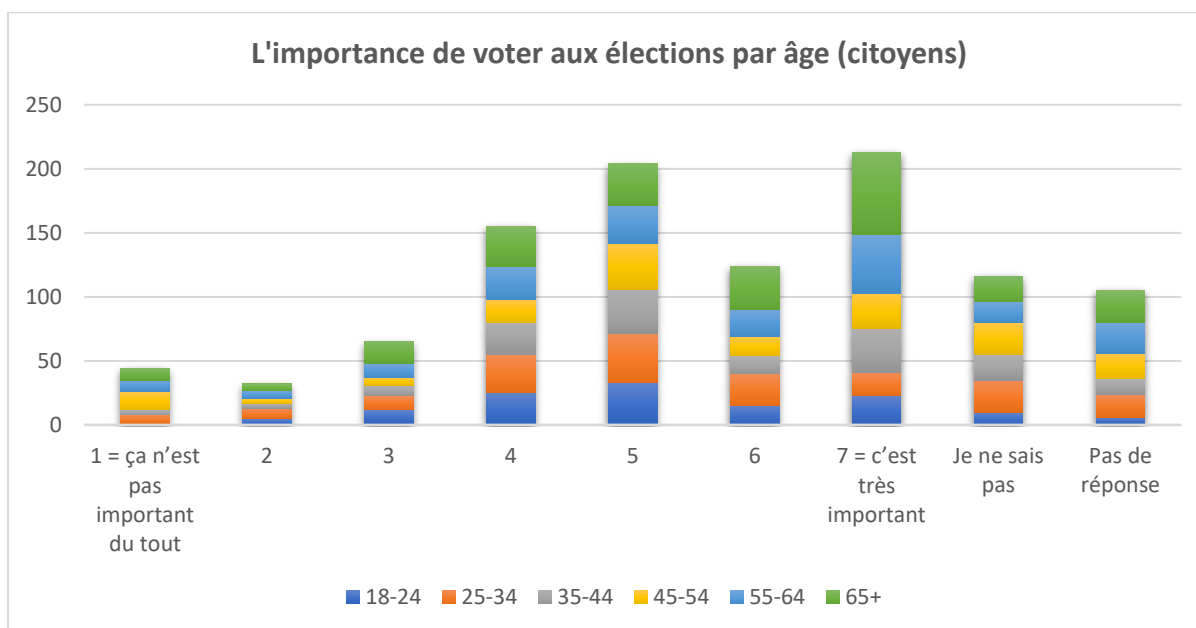
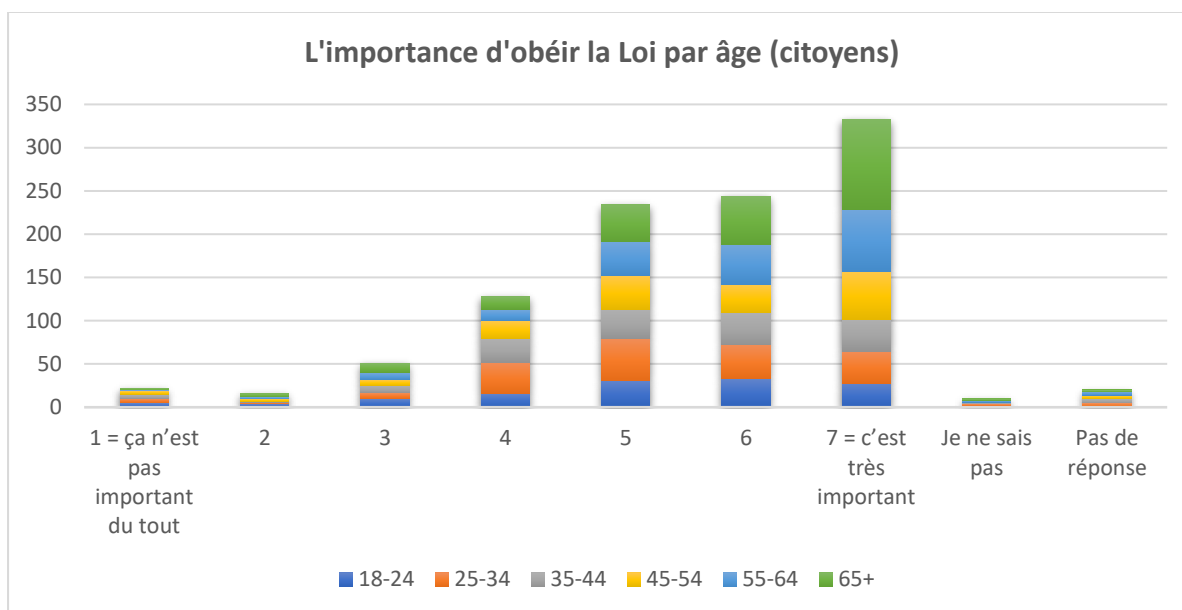
Le devoir d'obéir à la loi est le deuxième élément le plus important du concept public de bon citoyen : 54,6% des citoyens le trouvent très important (importance 6 et 7 sur une échelle de 1 à 7).



Bien que la participation aux élections et aux référendums soit obligatoire au Grand-Duché, seuls 31,8% des citoyens considèrent le vote comme un élément très important pour être un bon citoyen. Il est également important de noter le taux élevé de réponses "pas de réponse" et "je ne sais pas" : 11 % et 10,9 %, respectivement. Au contraire, l'aspect social-normatif semble avoir une plus grande importance : 42,5% des citoyens participants estiment qu'il est très important d'aider les Luxembourgeois dans une situation pire que la leur (importance 6 et 7 sur une échelle de 1 à 7). En outre, alors que 31,7 % des citoyens ont déclaré qu'il était très important de choisir des produits basés sur des considérations éthiques et/ou écologiques, seuls 22,2 % ont estimé qu'il était très important (6 ou 7) de participer à des organisations de la société civile ou à des organisations politiques.

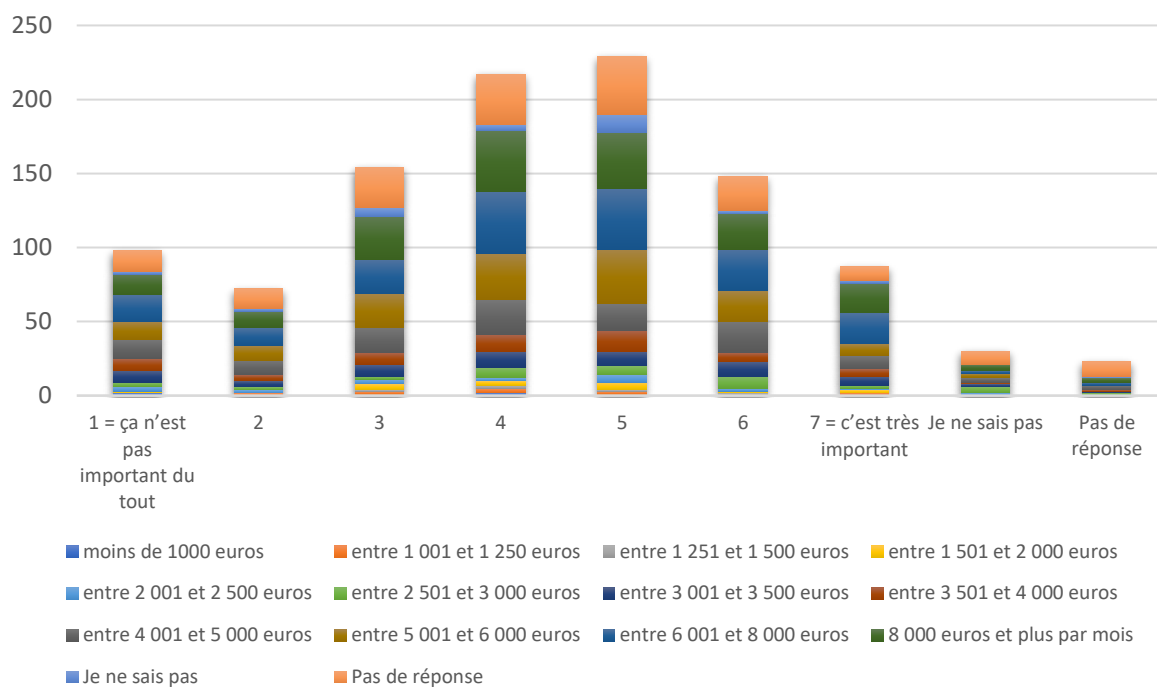


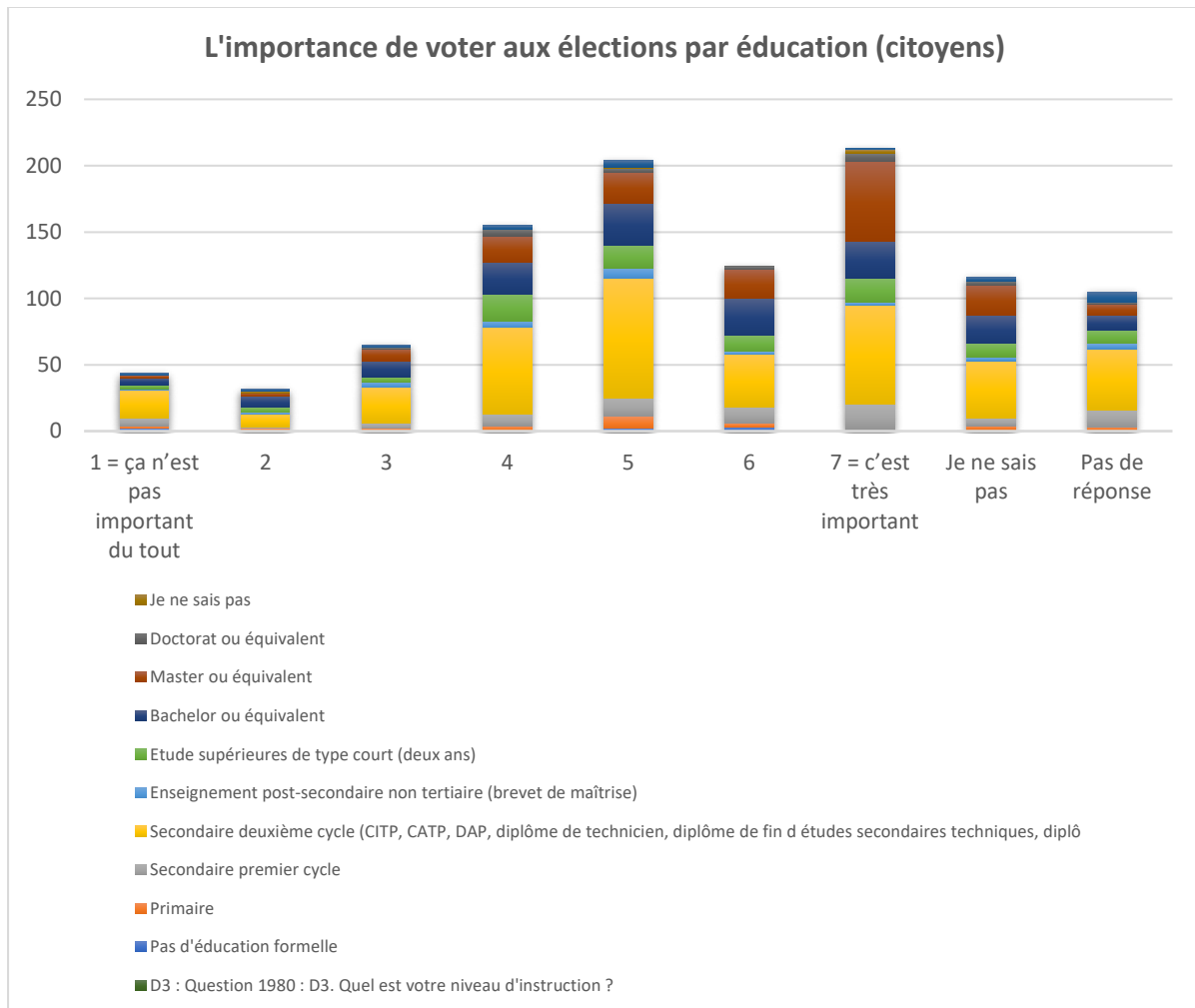
Notre analyse de la signification de la citoyenneté par groupes d'âge montre que, proportionnellement, les jeunes de 25 à 34 ans sont relativement moins enclins à respecter les devoirs fiscaux et à obéir à la Loi. En outre, nos résultats soulignent le début d'un processus de distanciation par rapport au vote et à la vie communautaire parmi les groupes les plus jeunes.



Notre étude n'a pas révélé de différences frappantes entre les différents groupes de niveau d'éducation en ce qui concerne les questions relatives à ce qui constitue un « bon citoyen ». Toutefois, nous avons constaté que les groupes dont le revenu mensuel et par foyer est inférieur à 5 000 euros sont plus susceptibles de ne pas respecter les obligations fiscales. En outre, la tendance à exercer les droits et les engagements civils est proportionnellement plus élevée dans les groupes ayant les niveaux de revenus les plus élevés par mois et par foyer (6 000 euros et plus).

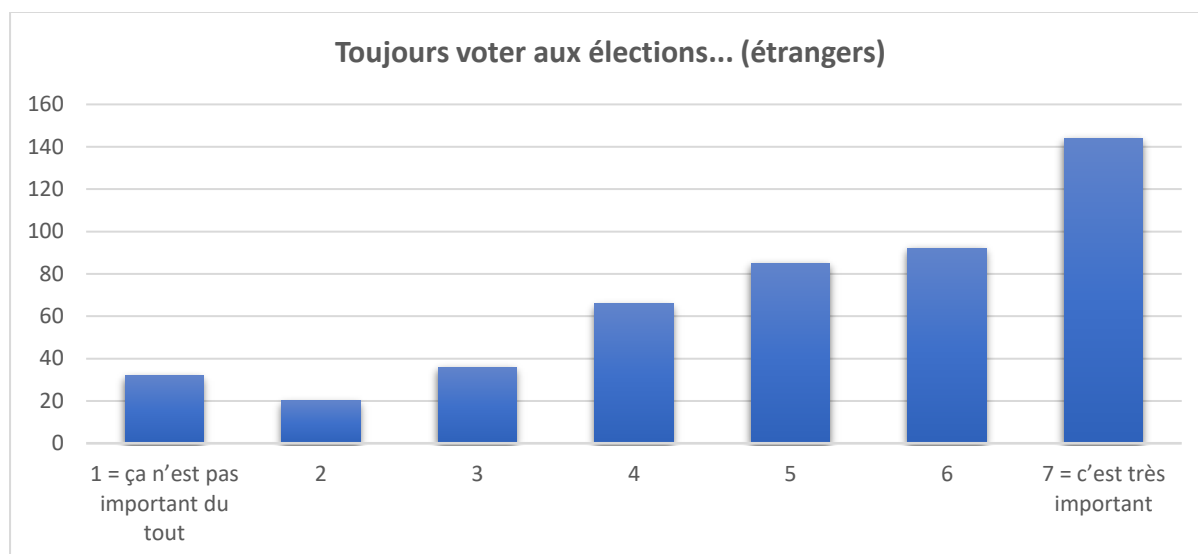
L'importance d'être actif dans les associations par revenu (citoyens)





En comparaison, la cohorte des résidents étrangers a exprimé une importance légèrement plus grande en ce qui concerne les variables du respect des obligations fiscales (58,2% ont répondu 6 ou 7 sur une échelle de 1 à 7) et de l'obéissance à la Loi (57,8% ont répondu 6 ou 7).

De même, l'importance accordée au vote est remarquablement plus élevée dans la cohorte des étrangers que dans celle des citoyens : 47 % d'entre eux estiment qu'il est très important (6 ou 7) de participer aux élections. Par rapport aux réponses des citoyens, les options "Je ne sais pas" et "Pas de réponse" représentent une part très faible dans la cohorte des résidents étrangers (3,2% et 1,8%, respectivement), ce qui signifie que les résidents étrangers font preuve d'une plus grande détermination quant à l'importance de la participation politique lorsqu'il s'agit de la question d'être un bon citoyen.

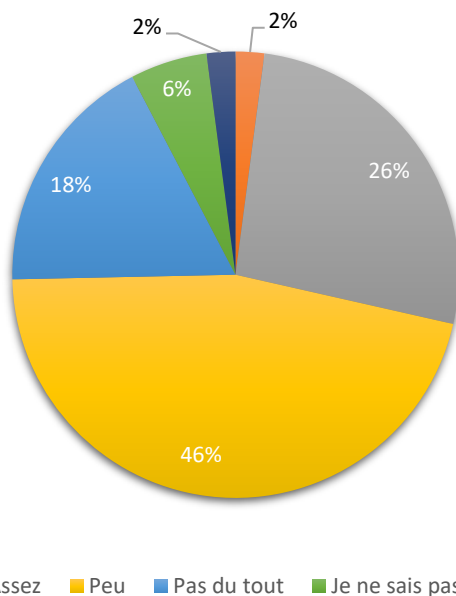


D'autre part, les résidents étrangers ont exprimé une importance légèrement moindre lorsqu'il s'agit de choisir des produits basés sur des considérations éthiques/écologiques (27,8%) et d'aider ceux qui sont dans le besoin (38,4%). Comme dans le cas des réponses des citoyens, l'activité dans la société civile et les associations politiques joue le rôle le plus faible dans le concept de bon citoyen pour les résidents étrangers également (18,6%).

IX Perception de la représentation par le public

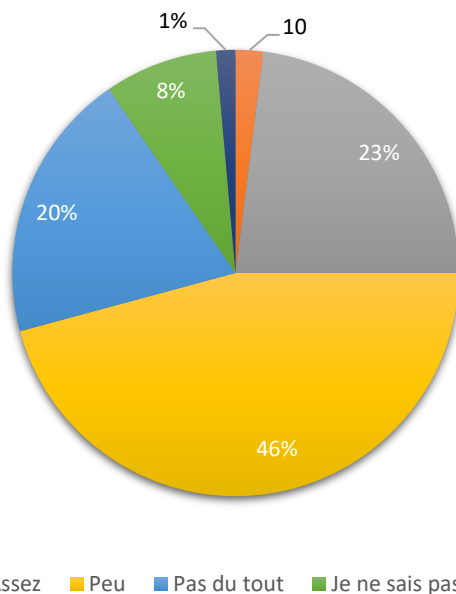
Un autre pilier essentiel de la qualité démocratique subjective dans une démocratie représentative est le rôle perçu par les citoyens. Pour mieux comprendre la dynamique de l'engagement des citoyens dans la politique et la société civile, nous avons demandé aux participants s'ils pensaient que leur opinion comptait pour les décideurs politiques. Comme le montre le graphique ci-dessous, 63,8 % des citoyens luxembourgeois interrogés ont déclaré qu'ils ne croyaient pas du tout ou pas tout à fait que leurs représentants se souciaient de ce qu'ils pensaient.

Si les individus pensent que les responsables politiques se préoccupent beaucoup, assez, peu ou pas du tout de ce que pensent les gens (citoyens)

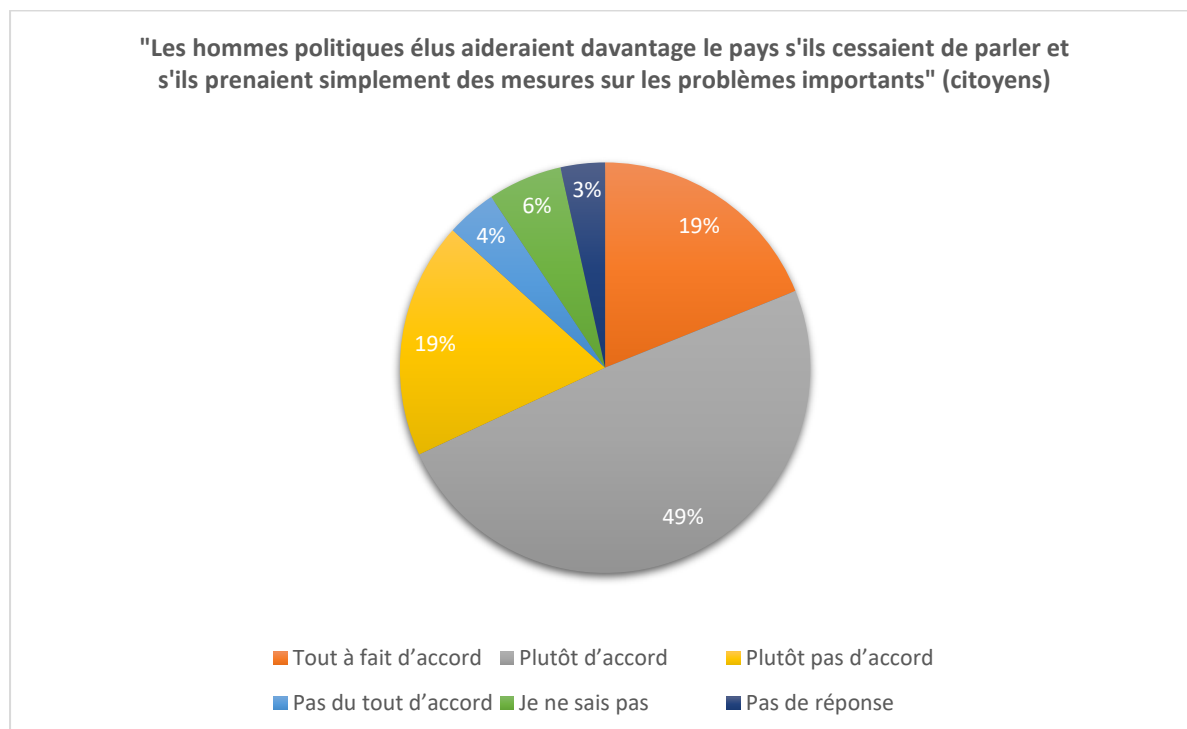


Dans la cohorte des résidents étrangers, les résultats montrent une moins bonne perception de l'intérêt des politiciens pour ce que disent les gens : seuls 25 % pensent que les représentants se préoccupent de l'opinion du peuple.

Si les individus pensent que les responsables politiques se préoccupent beaucoup, assez, peu ou pas du tout de ce que pensent les gens (étrangers)



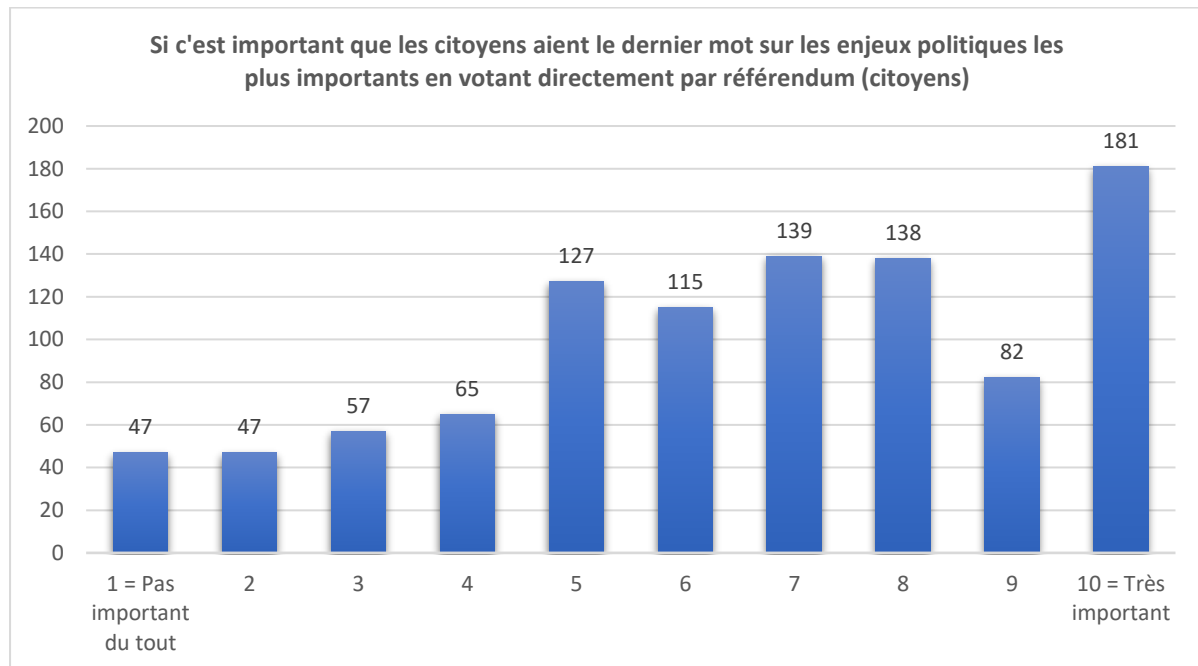
Notre enquête comprenait d'autres questions visant à étudier les perceptions du public concernant les hommes politiques et leur rôle. 68,1 % des citoyens luxembourgeois interrogés sont tout à fait ou assez d'accord avec l'affirmation selon laquelle "les hommes politiques élus seraient plus utiles au pays s'ils cessaient de parler et agissaient sur les questions importantes" (voir le graphique ci-dessous).



La majorité des citoyens luxembourgeois interrogés (54,3%) est d'accord pour dire que "les hommes politiques sont déconnectés de la réalité et ne servent que leurs propres intérêts". À la question de savoir si "les différences politiques entre les citoyens ordinaires et les élites sont plus importantes que les différences entre les citoyens", 64,7 % des citoyens luxembourgeois ont répondu par l'affirmative. 42,1% choisiraient d'être représentés par un citoyen ordinaire plutôt que par des politiciens et 45,2% sont d'accord pour dire que "c'est le peuple, et non les politiciens, qui devrait prendre les décisions politiques les plus importantes". La majorité des répondants de la cohorte des citoyens luxembourgeois (56,9%) n'est cependant pas d'accord avec la proposition selon laquelle "il n'y a pas de quoi être fier de leur système démocratique". À la question de savoir si les hommes politiques s'efforcent de tenir leurs promesses de campagne, 48 % des citoyens ont répondu par l'affirmative.

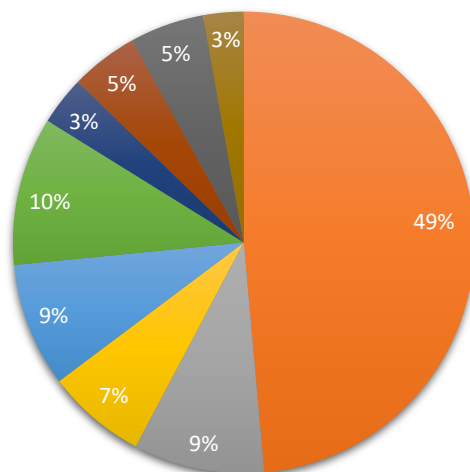
Les résultats ci-dessus doivent être compris dans le contexte de la baisse de l'intérêt pour la politique et de la confiance dans les institutions du Gouvernement et du Parlement, ainsi que des sentiments dominants de méfiance. Les résultats indiquent le début d'un processus de désaffection du public à l'égard des hommes politiques et de la politique en général.

Dans le contexte de la perception de la représentation, l'enquête Polindex 2023 a interrogé les répondants sur l'importance pour une démocratie que les citoyens aient le dernier mot sur les questions politiques les plus importantes sous la forme d'un référendum. Comme le montre le graphique ci-dessous, la réponse "10" (c'est-à-dire très important) semble être la plus populaire parmi les citoyens. La réponse moyenne était de 6,54 sur une échelle de 1 à 10, ce qui traduit **une demande pour plus de démocratie directe**.



Polindex 2023 a également proposé une liste de possibilités d'influencer la prise de décision politique au Grand-Duché. 48,6 % des citoyens ont mentionné le vote aux élections (l'option la plus populaire). Les deuxième et troisième options les plus importantes sont l'affiliation active à un parti politique et la manifestation dans les rues (10,4 % et 9,2 %, respectivement). Discuter de politique sur un forum ou sur Internet ne semble pas être important pour les personnes interrogées en termes d'influence sur la politique du pays.

"Selon vous, qu'est-ce qui permet aux citoyens d'exercer le plus d'influence sur les décisions prises au Luxembourg ?"

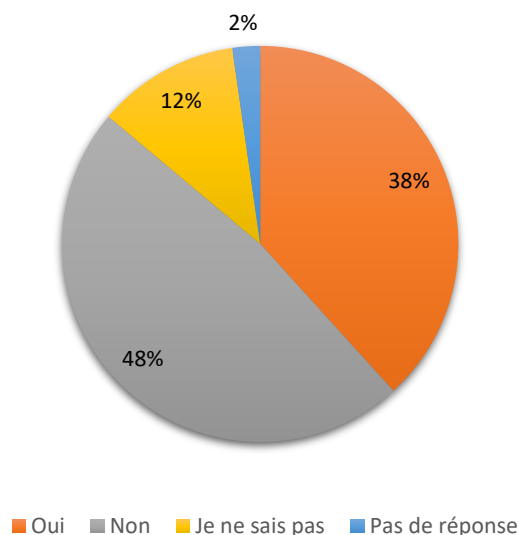


- Voter aux élections
- Boycotter des entreprises ou des produits
- Militer dans un parti politique
- Rien de tout cela
- Pas de réponse
- Manifester dans la rue
- Faire grève
- Discuter sur internet, sur un blog ou un forum
- Je ne sais pas

X Opinion publique sur la participation des résidents étrangers et leur inclusion dans la vie politique du Grand-Duché

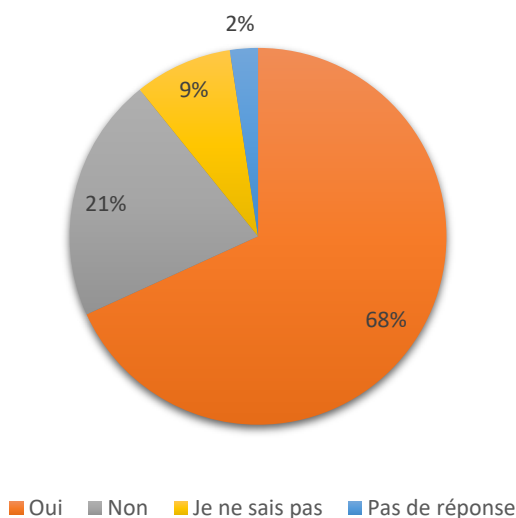
Nos résultats montrent que 38,3% des citoyens pensent que les droits électoraux nationaux devraient être étendus aux résidents étrangers, tandis que 47,8% pensent que ce droit politique devrait être réservé aux seuls citoyens. Nous concluons à un **dissensus politique en la matière qui représente le défi le plus pressant à la qualité de la démocratie** au Luxembourg aujourd'hui.

Extension du droit de vote des étrangers aux législatives (citoyens)



L'enquête Polindex 2023 a interrogé les résidents étrangers sur leur opinion concernant les droits que les étrangers devraient également exercer dans le système politique luxembourgeois. **68,2% des résidents étrangers pensent que les non-citoyens devraient avoir le droit de participer à toutes les élections** dans le pays, y compris les élections législatives. En outre, 76,2% pensent que les résidents étrangers devraient également avoir le droit de voter lors des référendums. Comparativement, une proportion plus faible de personnes a exprimé le besoin que les étrangers deviennent maires (54%), membres de la Chambre des Députés (54,8%), membres du Conseil d'État (48%) et membres du Gouvernement (51%).

"Voter à toutes les élections au Luxembourg, y compris les législatives"



Remarques finales

Au cours de la dernière décennie, la structure sociale du Luxembourg s'est transformée considérablement notamment par l'augmentation exponentielle des revenus mensuels à disposition par mois, par une concentration urbaine plus forte encore dans le Sud et le Centre du Luxembourg, par une dynamique démographique positive ayant principalement pour origine l'immigration. Les divisions sociopolitiques, socioéconomiques et socioculturelles conventionnelles, autrefois fiables pour comprendre l'ancrage électoral des partis politiques dans des circonscriptions distinctes, ont perdu dès lors de leur pertinence et particulièrement depuis 2013. Un paysage politique plus nuancé émerge sous nos yeux. Il est caractérisé à la fois par le maintien de divisions économiques et territoriales qui conditionnent la perception individuelle et collective de la démocratie et par l'émergence de nouveaux clivages, basés quant à eux sur le statut psycho-politique, la cohorte générationnelle d'appartenance et les conditions qui dynamisent ou non la mobilité sociale tant pour les Luxembourgeois et les résidents étrangers.

Les motivations du vote ont évolué, faisant apparaître des logiques de conviction et des logiques institutionnelles. Les citoyens luxembourgeois dans leur ensemble de fait apparaissent plus politisés dans leurs choix qu'ils n'étaient auparavant puisqu'ils justifiaient autrefois plus leurs votes par la connaissance personnelle d'un candidat ou le sentiment de proximité envers tel ou tel élu. Pour autant, un désengagement vis-à-vis de la politique est évident chez les jeunes, associé à une légère diminution de la confiance dans les institutions gouvernementales et le Parlement. Le niveau de confiance envers les partis politiques, s'il connaît une légère embellie, il n'en demeure très faible et pose la condition de la qualité de la médiation politique dans une démocratie représentative. Il convient toutefois de noter que la confiance du public au Luxembourg envers les institutions de la démocratie représentative reste comparativement plus élevée que dans les pays voisins, s'alignant plus étroitement sur les modèles observés dans les États scandinaves.

Si la satisfaction générale à l'égard du processus démocratique persiste, la méfiance à l'égard de la politique est désormais le sentiment dominant. Cette dernière marque le début d'une tendance dans laquelle le public prend de plus en plus ses distances avec les hommes politiques et la politique au sens large. Cette aliénation croissante est soulignée par la perception accrue au sein de la population d'une déconnexion entre leurs intérêts et opinions et ceux des élus, ainsi que par la demande croissante du public en faveur d'une démocratie plus directe. La dissonance cognitive et de soutien entre la démocratie nationale et la démocratie européenne est aussi forte. L'enracinement et la pratique démocratique demeure d'abord dans l'Etat-nation et non dans la Gouvernance européenne.

Dans ce paysage en évolution, un manque de consensus social peut être souligné concernant les rôles politiques attribués aux résidents étrangers. Cette question non résolue ajoute une nouvelle complexité du discours sociopolitique au Luxembourg que pourraient tenir les représentants luxembourgeois. Les contours du paysage politique continuent de se redessiner, reflétant une interaction multiforme de facteurs socio-économiques, d'attitudes générationnelles et de perceptions changeantes de la gouvernance démocratique.

L'état de la qualité de la démocratie au Luxembourg plutôt satisfaisant, n'empêche nullement de repenser les mécanismes de participation politique, qui ne sauraient se limiter à des instruments de consultations caractéristiques de la démocratie délibérative, mais au contraire élargis à des participations directes des Luxembourgeois au processus décisionnel comme le prévoit la nouvelle Constitution sous forme d'initiatives législatives et/ou de pratiques référendaires renforcées. La maturité politique du corps électoral est à la fois plus forte et plus exigeante.

Dans le même temps se pose à nouveaux frais, la question de l'intégration politique des plus jeunes et des résidents étrangers. L'intégration politique des plus jeunes suppose de nouvelles formes du discours politique adaptées à leurs modes de formation de l'opinion politique plus enclins vers ce que l'on nomme parfois, avec prétention, la « démocratie numérique ». Il ne suffit pas pour autant de considérer la technologie comme seul canal de la reconnexion du politique aux jeunes. Mais bien au contraire de mener une réflexion, quasi anthropologique, de ce qu'est devenue la politique aujourd'hui et de son intérêt non seulement pour les jeunes mais pour l'ensemble du corps social au Luxembourg. La méfiance et son renforcement, indépendamment d'une gestion administrative efficace du pays, doivent être pris au sérieux au risque d'aligner progressivement le Luxembourg d'un point de vue qualitatif de la démocratie sur qui se passe dans ses états limitrophes. L'intégration politique des résidents étrangers est aussi d'autant plus saillante que leurs comportements et leurs valeurs politiques sur la démocratie divergent peu désormais de ceux des Luxembourgeois. De la communauté de destin économique, existe de fait une communauté politique ce qui suppose de repenser les contours des critères politiques et juridiques de la citoyenneté luxembourgeoise et européenne.

Partenariat de recherche de POLINDEX

Chaire de recherche en études législatives

Depuis octobre 2011, la Chaire de recherche en études parlementaires a pour objectif de contribuer à la connaissance, à l'étude et au fonctionnement de la démocratie et du parlementarisme dans les processus décisionnels nationaux, européens et internationaux. La Chaire contribue aux activités de recherche dans les domaines des politiques publiques, de la sociologie politique, du droit parlementaire et constitutionnel, des études législatives européennes et de la politique comparée. Ses projets actuels et passés se concentrent sur :

- 1) Les parlements et les innovations constitutionnelles comparées ;
- 2) Le Parlement, les fonctions délibératives, le référendum et les pratiques de pétition ;
- 3) Les parlements, les politiques publiques et les bureaux d'évaluation scientifique ;
- 4) Le Parlement et la gouvernance économique au niveau national et européen ;
- 5) L'eupéanisation et l'internationalisation des normes d'organisation démocratique ;
- 6) Etudes sur les valeurs et élections.

Depuis septembre 2020, en partenariat avec Aix-Marseille Université, l'Université Babeş-Bolyai et l'Université Laval, la Chaire a créé le Master en études parlementaires- Master in Legislative Studies, un programme pluridisciplinaire bilingue (anglais/français) unique de par le monde autour de la Loi et du Politique. Depuis octobre 2021, en partenariat avec l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, qui regroupe plus de 90 assemblées législatives dans le monde, la Chaire développe des projets de formation et de recherche dans les domaines suivants : démocratie numérique, numérisation du Droit, diplomatie parlementaire, éthique et déontologie parlementaire, législation comparée, parlementarismes multi-niveaux.

ILRES

Depuis sa création en 1978, l'ILRES travaille en étroite collaboration avec ses clients nationaux (secteurs public et privé) et internationaux en tant que société d'information sur les marchés, afin d'élaborer des stratégies de prise de décision efficaces et de comprendre et d'établir des relations saines et durables avec leurs populations cibles. Pour conseiller au mieux ses clients et leur fournir les informations essentielles sur le marché, elle peut s'appuyer sur l'expérience acquise grâce à des centaines d'études réalisées pour des clients issus de tous les secteurs économiques et sociaux.

Équipe de recherche de l'Observatoire du Politique (POLINDEX)

- Prof. Dr Philippe POIRIER Titulaire de la Chaire, responsable de l'étude - UNI.LU
- Dr Nadim FARHAT Chercheur en science politique - UNI.LU
- Dr Agnes DARABOS Chercheuse postdoctorale en science politique - UNI.LU
- Antonella DI PASQUALE *Chargé d'études Senior*/ Responsable de *MyPanel* - ILRES
- Claire POUMARAT Doctorante en science politique, boursière du Parlement - UNI.LU

Chaire de recherche en études parlementaires- Université du Luxembourg

Courriel/ Chaire : demos@uni.lu

Courriel/ Master : mep@uni.lu

Courriel/ Polindex : polindex@uni.lu